

**HORS
SÉRIE**

SEPTEMBRE 2020
NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

Le Mensuel

économie, acteurs
et idées dans le

Grand Est

BUSINESS ACT

Guide pratique,
avis d'experts
et témoignages

**NUMÉRIQUE,
ÉCOLOGIE,
INDUSTRIE**

**Le Grand Est
prêt au rebond**

en partenariat avec

GRAND
NOV+
AGENCE D'INNOVATION &
DE PROSPECTION INTERNATIONALE

le GROUPE
Semaine

Editorial

Des enjeux et un rebond

A situation exceptionnelle, dispositif exceptionnel... Le Business Act Grand Est, destiné à accélérer le rebond post-Covid de l'économie régionale, méritait bien à lui seul un hors-série. C'est en tout cas ce que nous nous sommes dit au *Mensuel*. Un point de vue partagé par l'équipe de Grand E-Nov+, agence d'innovation et de prospection internationale avec qui nous avons collaboré pour la deuxième année consécutive après le hors-série spécial innovation de l'an passé. Alors nous nous sommes mis au travail pour vous proposer ce magazine qui reste fidèle à ce qui fait le succès de la ligne éditoriale du *Mensuel* : expliquer et raconter l'économie régionale en présentant et en donnant la parole à ceux qui la font.

Ce hors-série présente certes les principales mesures du Business Act mais il va plus loin. Il prend le temps d'interroger des grands témoins, des experts et des spécialistes qui posent les grands enjeux du moment et expliquent en quoi les trois leviers du dispositif imaginé par la Région Grand Est et l'Etat – les transformations écologiques, numériques, industrielles – sont vitaux pour notre économie. Nous avons rencontré aussi des entreprises régionales déjà engagées sur ce chemin pour qu'elles témoignent de leur expérience. Et puis nous avons demandé aux chefs d'entreprise et acteurs économiques ayant contribué au Business Act de présenter quelques-unes des mesures imaginées pour que le Grand Est réussisse son rebond. Un rebond et des succès que nous aurons à cœur de raconter dans les prochains numéros du *Mensuel* !

Stéphane Getto,
directeur de la publication

HORS-SERIE / Le Mensuel Grand Est

Un magazine du groupe La Semaine édité par EDI.M3,
5a avenue de Blida, 57000 Metz / 03 87 17 29 00

Hors-série réalisé en collaboration avec Grand E-Nov+
contact@grandenovplus

Directeur de la publication : Stéphane Getto

Joindre la rédaction : redaction-lemensuel@lasemaine.fr,

📧 @leMensuelGE

Design graphique : L'agence Orange Claire, claire@orangeclaire.com

Abonnement : 03 87 17 22 72, abo-lemensuel@lasemaine.fr


Publicité : Didier Bauer, d.bauer@lasemaine.fr

Impression : Imprimerie de Champagne (Langres)

N°ISSN : 2647-7025 / CPPAP : 1120Tg3807 / Dépôt légal : à parution

Le papier de ce magazine est fabriqué en Belgique.

Taux de fibres recyclées : 0%. Papier issu de forêts gérées durablement.

Eutrophisation : Ptot = 0,01 kg/tonne. 



BUSINESS ACT

GRAND EST

INTRODUCTION

4 / Josiane Chevalier
et Jean Rottner

5 / Gilbert Stimpflin

6 / Une dynamique inédite

7 / Lilla Merabet

8 / Les chiffres

LES GRANDS TÉMOINS

10 / Pascal Picq

14 / Nicolas Bouzou



Sommaire



LES LEVIERS DE LA RECONQUÊTE

Le green

LES EXPERTS

- 20 / Bertrand Piccard
- 22 / Benoît Leguet

LES TÉMOINS

- 21 / Engie
- 23 / Enedis
- 24 / EDF Grand Est
- 24 / R-GDS
- 25 / GRDF

Le numérique

LES EXPERTS

- 28 / Fabienne Billat
- 30 / Arnaud Pons

LES TÉMOINS

- 29 / Noremat
- 31 / La Poste
- 32 / Orange
- 32 / BPALC
- 33 / Crédit Agricole Alsace Vosges
- 33 / AG2R

L'industrie

LES EXPERTS

- 36 / Thierry Weil
- 38 / Pierre Veltz

LES TÉMOINS

- 37 / Bürkert
- 39 / Groupe Cif
- 40 / FM Holding Corporate
- 40 / CEGEE
- 41 / De Dietrich
- 41 / N.Schlumberger

LE GUIDE DES 80 ACTIONS

- 45 / Les 80 actions
- 50 / Les actions expliquées par ceux qui les ont imaginées

ILS SOUTIENNENT LE BUSINESS ACT

- 59 / Ademe
- 61 / Banque des territoires
- 62 / BPIfrance

BUSINESS ACT GRAND EST



Prendre de la hauteur

Par Josiane Chevalier et Jean Rottner

Notre région, et plus largement notre pays, traverse une crise sanitaire, économique et sociale majeure et inédite. Majeure car elle a touché l'ensemble du territoire, l'ensemble des domaines d'activités, l'ensemble de la population. Inédite car elle a imposé des décisions d'isolement, de confinement, d'interruption d'activités que nous n'avions jamais connues en temps de paix.

Sur notre territoire, la puissance publique a réagi rapidement de manière inédite et fédératrice afin d'apporter des solutions pour la relance de notre économie régionale et poser les bases de la reconquête des marchés clés et l'avenir de notre territoire.

C'est ainsi que nous avons lancé fin avril une démarche nouvelle, le Business Act Grand Est. Nous avons rassemblé près d'un millier d'acteurs du tissu socio-économique régional, au sein de 22 groupes de travail thématiques, un groupe contact et un comité des sages,

avec qui nous avons travaillé, réfléchi, partagé. Nous avons également eu le privilège d'échanger avec quatre grands témoins à l'occasion de masterclass dédiées à la révolution numérique, la nouvelle donne verte, la révolution industrielle 4.0, ainsi qu'avec les jeunes du conseil régional des jeunes du Grand Est. Ces temps inspirants nous ont permis de prendre de la hauteur, du recul, de retrouver

avec nos jeunes une fraîcheur du propos, pour maintenir le cap sur l'essentiel : la vie, l'avenir, la promesse que demain sera meilleur qu'hier.

Après avoir fédéré et écouté les forces vives pour comprendre les conséquences de cette crise, nous avons précisé le diagnostic et formulé les premières prescriptions en faveur d'une reprise progressive de la vie quotidienne.

La vie quotidienne certes, mais pas encore la vie normale : le virus circule toujours, nous devons apprendre à vivre avec, malgré les adaptations que cela nous impose dans nos activités professionnelles, personnelles, familiales,



JOSIANE CHEVALIER,
préfète de la région
Grand Est

sociales, sportives ou culturelles. Il y a eu un avant Covid, il y aura un après, nous sommes encore dans le pendant.

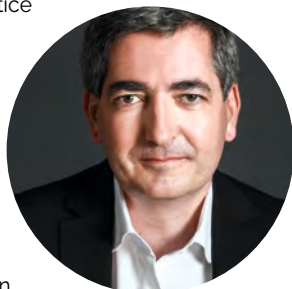
Mais c'est évidemment cet après que nous avons commencé à dessiner dans le cadre du Business Act Grand Est, avec 80 actions concrètes, 40 projets structurants et 12 propositions de simplification. Ces actions et projets doivent nous permettre de réussir à relever les trois défis du changement, que sont la transition écologique, le numérique et l'industrie 5.0, en cohérence avec les trois engagements, qui incarnent l'esprit du changement : qu'il s'agisse d'agir pour les potentiels humains, l'emploi le bien-être et la qualité de vie, de s'appuyer sur des collectivités engagées et des territoires embarqués ou encore de mobiliser un capital de confiance, un capital de croissance, l'enjeu est véritablement que l'économie de demain soit davantage centrée sur l'humain, porteuse de sens, de justice sociale, de confiance.

A travers cette démarche conjointe, portée avec les acteurs socio-économiques, les chambres consulaires, les partenaires sociaux, les universités, mais aussi les élus de notre territoire, l'Etat et la Région ont fait la preuve que les territoires peuvent être force de propositions, à l'écoute, au service d'une action publique locale forte, qui retrouve du sens auprès de nos concitoyens.

Enfin, ce plan de relance et de reconquête régional s'inscrit dans la démarche globale de relance conduite aux niveaux national, européen et, dans notre région au cœur de l'Europe, par nos partenaires frontaliers que sont la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne et la Suisse.

C'est d'ailleurs tout l'enjeu sur lequel nous allons travailler en amont du salon 360 Grand Est 2020 dédié au Business Act Grand Est. La lutte contre le virus et les conséquences de la crise qu'il génère nécessitent, plus que jamais, une coopération européenne renforcée, pour une relance économique pérenne, plus souveraine et indépendante des marchés américains et asiatiques.

Ce hors-série du *Mensuel Grand Est* est donc l'occasion de revenir sur cette nouvelle ambition économique qu'est le Business Act Grand Est. Nous profitons de cette occasion offerte pour remercier chaleureusement l'ensemble des acteurs, élus, représentants de l'Etat en région pour leur engagement au service de l'avenir de notre territoire.



© Christine Leducq-Perrin

JEAN ROTTNER,
président de la
Région Grand Est



GILBERT STIMPFLIN,
président de la CCI Grand Est

« Reboostons les entreprises »

Pour le président de la Chambre de commerce et d'industrie du Grand Est, le succès de la relance passera notamment par la montée en compétences des entreprises de la région.

« Je suis complètement optimiste », Gilbert Stimpflin croit en l'avenir et veut que cela se sache. Et il entend bien partir en guerre contre le pessimisme ambiant. « Nous devons tout faire pour lutter contre la démobilisation, nous rebooster. Les chefs d'entreprises veulent aller de l'avant », martèle le président de la Chambre de commerce et d'industrie du Grand Est.

Gilbert Stimpflin estime bien sûr que le Business Act contribuera à cette reconquête. Pour autant, il ne pose pas un mouchoir pudique sur les écueils et les fausses directions qui pourraient apparaître sur le chemin. « Je prends l'exemple des relocalisations. Attention, il ne faut pas croire que nous allons pouvoir faire revenir les entreprises parties en Chine. Ça, c'est une utopie. En revanche, nous pouvons travailler pour relocaliser des compétences, des centres de recherche, dans tous les domaines, pas uniquement dans celui de la santé dont on a beaucoup parlé. » Pour le président de la CCI Grand Est, là est l'enjeu : contribuer à faire monter en compétences et en gamme les entreprises du Grand Est et plus largement de tout le pays.

Si Gilbert Stimpflin salue le travail de l'Etat au plus fort de la crise, notamment à travers la mise en place des PGE et des reports de charges – « l'Etat a été à la hauteur », dit-il –, il émet un regret concernant le plan de relance national : « On favorise le redémarrage par l'offre, c'est bien, mais il ne faut pas oublier la relance par la demande. Les entreprises ont besoin de commandes, et cela passe par la consommation, notamment des ménages. Mais je crois que cela est dans les tuyaux... ». Optimiste Gilbert Stimpflin, toujours.

S.G.

BUSINESS ACT GRAND EST

Une dynamique inédite

Avec le Business Act, la Région et l'État entendent permettre au Grand Est d'être au rendez-vous des transformations environnementales, numériques et industrielles du XXI^e siècle. Pour que la relance économique post-Covid soit un succès.

Par Nathalie Stey et Stéphane Getto

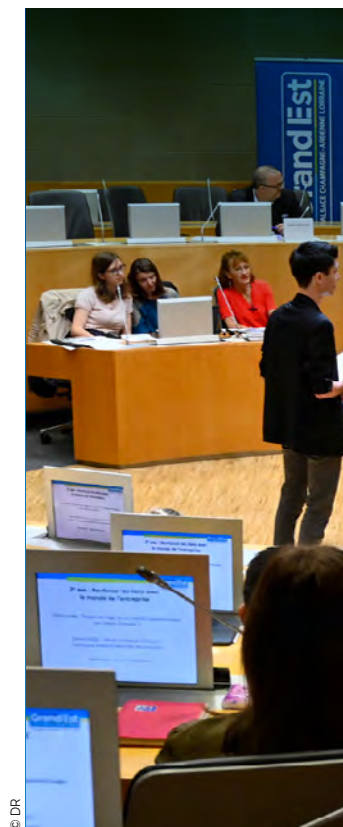
La démarche est inédite et se veut à la hauteur du traumatisme économique provoqué par la crise sanitaire. La Région Grand Est et l'État ont visé haut avec le Business Act Grand Est. Ils n'ont pas voulu qu'un simple plan de relance. C'est aussi une nouvelle dynamique qu'ont souhaité initier les partenaires avec pour ambition de permettre au Grand Est de bénéficier à plein des transformations environnementales, numériques et industrielles de ces prochaines années.

Le caractère inédit se retrouve en premier lieu dans le mode d'élaboration : 22 groupes de travail thématiques et différents comités ont déposé quelque 150 propositions, complétées de 250 contributions libres. « Grâce à cette démarche, on a pu mettre des visages sur les forces vives de la région », note ainsi Josiane Chevalier, préfète du Grand Est. Au total, près de 600 personnes ont participé à l'élaboration du plan de relance.

Inédits également le pragmatisme et la finalité de la procédure : 80 actions concrètes, 40 projets et

11 mesures de simplification et d'expérimentation ont ainsi pu être définis. « L'idée est de passer d'une logique de dispositifs de financement à une logique de parcours structurés d'accompagnement des entreprises », explique Jean Rottner, président de la Région. Comme par exemple avec l'expérimentation d'une mesure fiscale de suramortissement pour favoriser le renouvellement des engins de chantier ou encore l'accélération du déploiement de la télémédecine.

Sans détailler l'ensemble des actions (à retrouver en page 42), on peut relever par exemple que la Région prévoit de renforcer l'accompagnement des particuliers et des professionnels dans la transition énergétique et la conversion à l'économie circulaire. Dans le domaine numérique, elle épaulera 250 entreprises dans l'intégration de l'intelligence artificielle. La collectivité soutiendra par ailleurs les projets de transformation industrielle dans les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et chez les sous-traitants industriels, pour assurer le passage à l'industrie 5.0 : une industrie 4.0 décarbonée



© DR

**Un modèle
fondé sur la
transformation
écologique,
numérique
et industrielle.**



1 000 PERSONNES ont participé à l'élaboration du plan de relance.

et recentrée sur l'humain. Pour cela, trois instituts régionaux seront mis en place (pour les trois défis, écologique, numérique et industriel), véritables pôles d'excellence chargés d'animer une communauté d'offres de solution, de favoriser la rencontre entre la recherche et les acteurs privés et de mener une action de lobbying et de recherche de fonds.

L'État et le Grand Est veilleront ainsi à regrouper en un pacte territorial unique et cohérent les différents dispositifs d'aide et de soutien. Autre dispositif original : le déploiement d'équipes mobiles d'ingénierie mises à la disposition des acteurs locaux dans le montage technique et financier de leurs projets. Enfin, le Grand Est aimerait mettre en place un fonds État-Région de 500 millions d'euros pour intervenir dans les fonds propres des ETI et PME du territoire. Le Business Act représente un investissement supplémentaire de 100 millions d'euros pour la Région, en plus des 50 millions déjà dégagés pour des mesures d'aide immédiate.

Mais, encore une fois, il ne faut pas voir le Business Act comme un simple catalogue de mesures d'accompagnement ou d'aides. Son ambition va au-delà. Il s'agit de favoriser dans la région l'élaboration d'un modèle fondé sur la transformation écologique, numérique et industrielle et trois engagements à effet immédiat, en misant sur l'humain, les territoires et la confiance. Ce qui permettra aussi de valoriser et tirer parti de toutes les forces et spécificités du Grand Est, de sa capacité à innover, du savoir-faire de ses habitants et de l'énergie de ses territoires, et bien sûr de son positionnement transfrontalier unique en Europe.



© Stadler

LILLA MERABET,

vice-présidente de la Région Grand Est déléguée à la compétitivité, à l'innovation et au numérique

« Nous avons anticipé, nous sommes prêts »

La vice-présidente de la Région estime que le Business Act a anticipé les plans de relance de l'État et de l'Union européenne. Ce qui permettra d'avoir une longueur d'avance sur les territoires concurrents.

Lorsque Lilla Merabet a découvert le détail du plan de relance de l'État, elle a très vite compris que le Business Act Grand Est avait tapé dans le mille. La vice-présidente à la compétitivité, à l'innovation et au numérique se félicite en effet que les deux soient en « parfaite cohérence ». « Nous avons souhaité donner une impulsion forte par anticipation aux plans de relance de l'État et de l'Union européenne afin d'être, au moment où la compétition sera lancée sur les projets, prêts à partir tout de suite. C'est pourquoi nous souhaitons être dans les mêmes grandes orientations pour pouvoir soumettre les projets très vite, en espérant que les mieux préparés soient les mieux soutenus », commente l'élue. Qui souligne la résonance des deux plans, entre autres dans les domaines de l'écologie, de la compétitivité ou encore du numérique.

Lilla Merabet constate par ailleurs que le Grand Est est la seule Région à avoir déjà validé, acté et fait voter son programme de relance et de reconquête. De quoi espérer avoir un temps d'avance dans la compétition légitime qui sévit entre les territoires, au niveau national mais aussi européen. « Nous sommes en ordre de bataille et surtout nous pouvons nous appuyer sur une coordination étroite entre les services de la Région et de l'État. Comme la réalisation du Business Act a été coprésidée par le préfet de région, on sait qu'il y a par anticipation un engagement de l'État à nous faire réussir », détaille la vice-présidente qui conclut : « La bataille de la reconquête va être âpre, on ne sait pas réellement quelles vont être les difficultés à surmonter, mais on sait que nous regardons dans la même direction et que nous sommes solidaires. »

S.G.

LE BUSINESS ACT EN CHIFFRES

80
actions concrètes

40
projets

12
propositions
de simplification

22 groupes
thématiques
présidés par **22 chefs d'entreprise, 22 élus régionaux, 22 représentants** de l'Etat et ayant mobilisé plus de 600 décideurs économiques qui se sont réunis au moins trois fois.

6 réunions
du Groupe Contact
composé d'une **trentaine de chefs d'entreprise et experts locaux et nationaux. Coanimées par la Région et la préfecture de Région**, 5 réunions ont déjà eu lieu.

500 millions d'euros
de fonds État-Région
pour intervenir dans les fonds propres des ETI et PME du territoire.

100 millions d'euros
d'investissement
en plus pour la Région



Toute cette mobilisation a généré plus de

250 contributions et actions

de court terme à effet immédiat et de reconquête à court et moyen termes, dont l'essentiel, après un travail de rapprochement, de priorisation et d'affinement mené par la gouvernance est ici reprise.

1 comité des sages
composé des **3 chambres consulaires, du CESER et des grandes filières stratégiques présentes en région.**



1 000
acteurs
impliqués dans la démarche.

80 réunions
au total

4 masterclass
animées par des experts
de haut niveau

1 masterclass
interactive
spéciale jeunesse

La mobilisation a aussi été numérique avec une forte fréquentation du site internet :

www.grand-est-ba.fr

9 000 visites

uniques depuis
son lancement début mai



30 000 pages lues



Plus de
700 auditeurs

en direct live
pour les 5 masterclass



Belgique

Luxembourg

Allemagne

Grand Est

Suisse

700 km de frontières

4 pays frontaliers

162 000 travailleurs frontaliers

45 %
des travailleurs frontaliers
viennent de France

**la plus grande région
transfrontalière**



Le Grand Est sur le podium

Première région européenne et transfrontalière de France, son positionnement stratégique au cœur de l'Europe lui confère une vocation et un rôle particuliers.

Outre ses plus de 700 km de frontières partagées avec quatre pays, dont la totalité de la frontière franco-allemande, ses 162 000 travailleurs frontaliers (45% des travailleurs frontaliers de France), et sa pratique ancienne et éprouvée des relations transfrontalières en partie due à la pratique de la langue du voisin, le Grand Est bénéficie de la proximité de la grande dorsale européenne qui, de Londres à Milan avec ses 70 millions d'habitants, est le centre politique et économique de l'Europe. Elle dispose d'un écosystème d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation solide, à la qualité et aux compétences reconnues, largement ouvert à l'international, performant, dynamique et articulé avec l'écosystème industriel.

Région de forte tradition industrielle, elle est aujourd'hui la deuxième région industrielle de France (hors Ile de-France), avec des spécificités fortes dans de nombreuses filières, dans l'automobile, l'énergie et l'agroalimentaire, ainsi que l'une des premières régions agricoles, viticoles et forestières de France.

Elle est dotée d'un riche patrimoine historique, naturel, environnemental, culturel et paysager, auquel ses habitants sont fortement attachés. Ce patrimoine participe de son identité, de sa qualité de vie, tout en étant un atout majeur pour l'attractivité de ses territoires, notamment sur le plan économique et touristique.

Enfin, l'une des grandes forces de notre région tient à ses habitants, à sa jeunesse, à ses savoir-faire, à la qualité de sa main-d'œuvre, véritable « signature Grand Est » dont la signification prend aujourd'hui, et pour l'avenir, une résonance particulière.

La Région a réalisé ces dernières années des schémas stratégiques ambitieux, à l'instar de son schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), de son schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), bientôt de son schéma régional enseignement supérieur recherche et innovation (SRESRI). Autant de réflexions qui l'ont préparée à relever les défis de l'avenir.



PALÉOANTHROPOLOGUE,
MAÎTRE DE CONFÉRENCES AU COLLÈGE DE FRANCE

PASCAL PICQ

« Nous n'avons jamais eu autant les connaissances et les moyens d'inventer une nouvelle société »

Paléoanthropologue, maître de conférences au Collège de France, Pascal Picq pose pour *Le Mensuel* son regard sur la crise que nous venons de vivre, sur les conditions du rebond et sur le Business Act Grand Est. Pour l'auteur de *S'adapter ou Périr* (Editions de l'Aube 2020), « *il faut être darwinien en jouant sur les diversités, les organisations, les innovations, les adaptations* ».

Propos recueillis par Stéphane Getto

Le Mensuel : Quels enseignements de la crise sanitaire le paléoanthropologue que vous êtes tire-t-il ? Pour l'Homme ? Pour l'Entreprise ?

Pascal Picq : La première leçon, dont on se serait bien passé, c'est que notre lignée ne s'est jamais affranchie de mécanismes de l'évolution et, plus encore, que nous en sommes des agents très actifs par notre multitude et nos activités. Sans aucun cynisme et encore moins sans aucun moralisme, nous retrouvons une situation hélas trop connue au fil des siècles de notre histoire et des millénaires de notre longue préhistoire. Trois facteurs obligent à s'adapter, autrement dit à changer. L'un concerne le fait que nous vivons en relation avec d'autres organismes, que nous coévoluons au sein d'écosystèmes qui, contrairement à trop de conceptions naïves de l'écologie, connaissent des changements constants, mais peu perceptibles, faussement en équilibre. Le second implique des changements brutaux qui

peuvent être non biologiques, comme les catastrophes dites naturelles, comme le volcanisme, ou biologique avec l'émergence d'un agent pathogène jusque-là étranger à un écosystème ; c'est le cas du Covid-19 (par-delà les responsabilités humaines dont on discute). Le troisième reste le plus difficile à comprendre : le succès. Plus une espèce développe sa démographie, plus elle altère les conditions de son succès, ce qui l'oblige à s'adapter à ses conséquences. Nous sortons d'une période exceptionnelle de notre histoire avec, pour les pays occidentaux ou occidentalisés, plus d'un demi-siècle de progrès comme jamais dans l'histoire de l'humanité. Depuis que je suis né, la population mondiale a triplé, vieilli et accru la consommation individuelle, notamment d'énergie, d'un facteur cent en moyenne. Ce succès – et je n'oublie pas les différences de richesses entre les régions du monde – provoque le dérèglement climatique et une détérioration comme jamais

des écosystèmes et des ressources naturelles. Il est complètement stupide d'affirmer, comme on l'entend, que la nature se venge. La crise du coronavirus, dont nous ne sommes pas sortis, est tout simplement une conséquence logique de notre évolution¹.

Et pour les entreprises ?

Pour les entreprises, l'année 2020 a été celle d'une prise de conscience qu'elles ne pouvaient plus faire du « *business as usual* ». Cette prise de conscience ne vient pas des contempteurs habituels des entreprises et de l'entrepreneuriat, pathologie récurrente de notre société. Elle émerge dans le cadre du World Economic Forum (dont celui de Davos), mais aussi d'une partie très influente des organisations d'entreprises aux USA (n'en déplaise à Donald Trump), mais aussi des nouvelles orientations de la Commission européenne avec le Green Deal ou encore la loi Pacte en France. Tout



« La vraie question est de savoir si on recommence comme avant ou si on s'engage vers un modèle économique, entrepreneurial, sociétal et environnemental. »

n'avons jamais eu autant les connaissances et les moyens d'inventer une nouvelle société².

Il y aura forcément un avant et un après la pandémie et la crise économique, et certainement sociale, installant de fait une coupure. La vraie question est de savoir si on recommence comme avant, quitte à tempérer les excès comme le prônent, par exemple, les tenants de la décroissance, ou si on s'engage vers un modèle économique, entrepreneurial, sociétal et environnemental. Le pire serait la tentation des nationalismes et des replis sur soi, ce qui est à craindre de la part des Etats déjà gouvernés par les populistes qui trouvent, dans la crise, un excellent prétexte à cette régression. De toutes les façons, ça ne sera pas comme avant et c'est un immense problème de gouvernance. Nos systèmes démocratiques, en tout cas en Europe occidentale, l'ont compris. Reste à inventer ces nouvelles formes de gouvernance.

Pensez-vous que l'Homme saura retenir la leçon de cet épisode ?

On y arrivera le jour où on comprendra ce qu'est l'évolution. Et là, c'est loin d'être acquis tant trop de systèmes théologiques, philosophiques, économiques et idéologiques ne cessent de récuser cet ensemble de théories, le plus souvent à partir de préceptes complètement faux, comme la sélection naturelle comprise comme la loi du plus fort. Il en va de même pour les sciences humaines et les sciences économiques dans notre pays. C'est d'autant plus d'actualité qu'on s'oriente, dans presque tous les domaines de la créativité humaine, vers ce qu'on appelle le darwinisme universel, qui s'applique à la biologie, évidemment, mais aussi à la médecine (médecine évolutionniste), à l'économie (économie évolutionniste), à l'évolution des sociétés humaines

suite... →

part d'un même constat : si on continue comme on le fait, et par-delà les succès accomplis, en produisant des inégalités sociales et en détériorant les environnements et le climat, nous connaîtrons un déclin généralisé. Il ne s'agit aucunement de déclinisme ou de collapsologie mais d'une analyse on ne peut plus évolutionniste. Et ce n'est pas un hasard si le terme « écosystème » devient le maître mot du monde entrepreneurial et, par extension, économique et social. Les entre-

prises vont devoir s'engager plus avant à la fois dans leurs transformations numériques mais aussi sociétales et environnementales. Une fois de plus, tout cela était engagé, certes pas de façon encore dominante. Alors est-ce que cette crise va sélectionner et stimuler ces tendances émergentes ou, comme on le voit déjà hélas, servir de prétexte à revenir comme avant en attendant des jours meilleurs ? C'est ce que nous déciderons de faire qui fera ces jours meilleurs ou pas et nous

et, ce qui est trop peu connu, aux développements de l'intelligence artificielle. Plus encore, les avancées récentes de certaines formes d'intelligence artificielle amènent les biologistes à repenser des mécanismes de l'évolution trop vite abandonnés. On parle de darwinisme artificiel et d'espace digital darwinien³. Il ne s'agit évidemment pas d'idéologies, mais de méthodes et de concepts scientifiques importés dans les affaires humaines. La pandémie du Covid-19 nous rappelle que nous sommes toujours dans les mondes darwiniens, à condition de comprendre ce que sont ces mondes qui sont les nôtres et dont nous contribuons tant à leurs changements. Dans les mondes darwiniens, il faut être darwinien en jouant sur les diversités, les organisations, les innovations, les adaptations...

On évoque, y compris dans le Business Act de la Région Grand Est, les transformations numériques et environnementales. Sont-elles de véritables révolutions ou juste un épiphénomène anecdotique pour la destinée de l'Homme ?

L'idée d'un Business Act ne date pas d'hier. Les États-Unis l'ont mis en place dans le cadre de la crise économique qui fait suite à la Seconde Guerre mondiale. L'idée consiste à favoriser les ressources locales et les entreprises pour les commandes de l'État, en l'occurrence des régions. Cette idée reste un serpent de mer au niveau de la politique européenne⁴. C'est un des facteurs fondamentaux d'une approche écosystémique. Plus largement, et avant la crise, des critiques se faisaient de plus en plus vives à propos de la mondialisation basée sur les seuls avantages comparatifs. On a vu ce que cela a donné pour les masques et les réactifs des médicaments. Une autre logique, qui me semble être celle de la Région Grand Est, adopte un autre principe : avant d'extraire de la valeur d'une région, d'abord en créer.

Il s'agit donc de mettre en place les conditions d'une dynamique entrepreneuriale. Et, comme déjà précisé, cette dynamique s'amorçait avant la crise sous la double impulsion des transformations numériques et des changements d'environnements. Au passage, j'insiste sur le fait que les mondes des entreprises, de l'intelligence artificielle et de nos écosystèmes urbains et naturels sont des mondes darwiniens.

Cependant, je m'inquiète des contradictions de notre gouvernement entre, d'un côté, donner plus d'autonomie aux Régions et, de l'autre, ressusciter un commissariat au plan sous la direction d'une personnalité politique n'ayant pas la réputation d'être très versée sur les questions de transformations technologiques ni

« La seule façon de faire émerger les licornes, de les voir se développer et de les garder, c'est de les inscrire dans une logique régionale et écosystémique dans lesquels les tissus d'interaction limitent les entrants et les prédatons. »

d'environnement. D'une manière générale, la France et l'Europe s'appuient sur un modèle hybride de l'innovation et de l'entrepreneuriat hérité de la pensée de Joseph Schumpeter : de l'innovation venant des entrepreneurs mais stimulée par la compétition entre les grands groupes. Seulement, ces derniers n'apprécient pas les innovations de rupture qu'elles sont bien en peine de stimuler et qui vont contre leurs intérêts immédiats. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer les plus fortes capitalisations des États-Unis et de la Chine avec celle de l'Europe. Nous ne pourrions jamais rattraper les géants du numérique américains ou chinois. Si on fait émerger des licornes, elles se feront phagocytées par ces géants. La seule façon d'en faire émerger, de les voir se développer et de les garder, c'est de les inscrire dans une logique régionale et écosystémique dans lesquels les tissus d'interaction limitent les entrants et les prédatons.

Quels sont, selon vous, les leviers qu'un pays, qu'une Région, qu'une entreprise doit activer pour favoriser le rebond économique et sociétal d'une telle crise ?

Chaque région a une histoire, avec son patrimoine, ses périodes de réussite et de retrait, et ses ressources humaines. Le plus souvent, la pire malédiction réside dans les ressources naturelles, les matières premières. Une partie de la région Grand Est en porte encore les stigmates. Ce qui est donné ou disponible ne favorise pas l'innovation. Bien au contraire, elle est la source de prédatons de toutes sortes, d'inégalités, de monopoles, de rentes et d'immobilisme social, sans oublier les désastres environnementaux. Chaque période historique marquée par des avancées économiques et sociales sont le fait de femmes et d'hommes, des entrepreneur(e)s qui ont innové dans le commerce, la finance et/ou les industries, augmentant les richesses et favorisant l'évolution sociale, ce qui ne va pas non plus sans des formes de gouvernance idoines et l'accès à l'éducation. Florence à la Renaissance, les Midlands en Angleterre à la fin du XVIII^e siècle, la Bre-

tagne après la Seconde Guerre mondiale, le Japon dans les années 1980, La Vendée dans la décennie suivante, la Silicon Valley à la fin du siècle dernier ne sont pas, certes, des régions initialement défavorisées. Mais leur dynamisme, aux effets toujours mondiaux, repose sur un enseignement démocratique, accessible sans barrière sociale, des universités ouvertes sur les humanités, les sciences et les techniques et le monde entrepreneurial. Les éléments de ces réussites sont connus. Il n'y a pas de région bénie ou maudite en Europe ou en France, seulement les volontés culturelles et politiques de mettre en place toutes ces conditions.

Pour la France, c'est sortir de la logique centralisatrice avec la capitale et sa région captant les talents des régions, décidant de tout sans connaître les contraintes et les potentialités régionales et leur déférant la gestion des problèmes sociaux, sans les soutiens financiers nécessaires. La pandémie du Covid-19 a montré les insuffisances de l'Etat et de ses administrations pour gérer la crise tandis que les Régions, notamment celle du Grand Est si durement touchée et en premier, ont vu émerger tellement de solutions de la part des femmes et des hommes en première et en deuxième ligne, trouvant des collaborations avec d'autres régions et même dans d'autres pays. Un exemple concret et aussi un contexte nouveau : le confinement a montré les limites de la vie urbaine et ses contraintes. Depuis des décennies, la région parisienne ne cesse de perdre des habitants. Quelle opportunité pour les régions.

- (1) *Sapiens face à Sapiens*, de Pascal Picq Flammarion 2019
- (2) *Une époque formidable*, de Pascal Picq, Editions de l'Aube 2019
- (3) *L'Intelligence artificielle et les Chimpanzés du Futur*, de Pascal Picq, Odile Jacob 2019
- (4) *Un Paléanthropologue dans l'Entreprise*, Pascal Picq, Eyrolles 2011



BANQUE des
TERRITOIRES



Construire ensemble les territoires de demain

#AFondLesTerritoires

La Banque des Territoires apporte des solutions de financement et d'accompagnement sur mesure à tous ses clients : collectivités locales, entreprises publiques locales, organismes de logement social et professions juridiques.

Contactez votre direction régionale au 03 88 52 45 46.

L'intérêt général a choisi sa banque

[banquedesterritoires.fr](https://www.banquedesterritoires.fr)



@BanqueDesTerr

DIRECTEUR DU CABINET DE CONSEIL ASTERÈS

NICOLAS BOUZOU

« On ne peut reconstruire le monde que par l'innovation »

Directeur du cabinet de conseil Asterès, Nicolas Bouzou est l'un des économistes français les plus consultés actuellement. Il a notamment participé à la préparation du Business Act Grand Est, une région qu'il connaît bien. Il nous livre son point de vue sur la capacité de rebond de notre économie.

Propos recueillis par Stéphane Getto

Le Mensuel : Quel est votre regard sur la capacité de l'économie française à rebondir quatre mois après le déconfinement de mai dernier ?

Nicolas Bouzou : Le comportement de l'économie était assez prévisible. On a eu un rebond fort qui a été la compensation du confinement mais structurellement les données de l'économie française n'ont pas changé. Ce qu'il faut se dire, c'est qu'on a levé la contrainte budgétaire. Aujourd'hui, on a pris le parti de dépenser beaucoup d'argent public, donc essayons de faire les choses le plus intelligemment possible. C'est-à-dire prendre des mesures qui bénéficieront à la France pendant longtemps et permettront de régler des problèmes qui étaient préexistants avant la crise sanitaire. Je vous donne un exemple concret que nous avons abordé dans le cadre de la préparation du Business Act : la question des investissements des entreprises. On voit que, bien avant la crise, les entreprises françaises investissaient assez peu dans les technologies de la troisième révolution industrielle, c'est-à-dire le numérique, les robots, les imprimantes 3D, etc. Il faut donc dans les plans de relance des soutiens très forts à l'investissement parce que d'une part soutenir l'investissement c'est bon pour l'économie à court terme, d'autant que

cette année l'investissement des entreprises aura baissé de 30 à 40%. Et d'autre part, c'est l'occasion aussi d'inciter les entreprises à rattraper leur retard dans ces technologies. Il faut se dire que nous avons des fenêtres inédites qui s'ouvrent en termes de politique publique, essayons d'en profiter pour faire des choses qu'on n'a pas faites avant, qui seront aussi pertinentes pour le long terme.

Une logique à appliquer aussi dans le monde de l'entreprise ?

Oui, c'est vrai aussi dans les entreprises. L'opportunité de cette crise, c'est par exemple de revoir le management, car on s'est rendu compte parfois qu'on avait un management qui ne fonctionnait pas assez bien, avec pas assez d'autonomie donnée aux cadres, pas assez de télétravail, on ne valorisait pas assez des gens de terrain, etc. Donc profitons de cette crise révélatrice pour faire évoluer nos pratiques managériales. En fait, le rebond et notre avenir dépendent de notre capacité à être lucide.

En prenons-nous le bon chemin ?

Au niveau de politique publique, la thématique de la réindustrialisation est un très bon sujet, qui passe par l'investissement comme on l'a vu mais aussi par

suite... →

**« L'urgence, c'est
que les entreprises aient
les moyens de s'accaparer
des technologies
pour les utiliser. »**



→ des mesures fiscales comme la baisse des impôts de production. Nous allons dans cette direction, c'est très bien. Et c'est bien également de mener un travail sur les réglementations, par exemple pour qu'il soit plus facile d'installer une usine en France. Il y a en revanche des sujets sur lesquels je suis plus critique, comme celui des relocalisations. Je n'y crois pas... Si l'idée c'est relocaliser pour des questions de souveraineté, okay, on ne peut être que d'accord. Mais si l'idée c'est de dire on a là un très gros levier économique pour créer des emplois, là je pense qu'on se trompe. C'est très compliqué de faire revenir une usine qui est au Vietnam ou en Indonésie. J'ai peur qu'on dépense énormément d'argent public et privé pour des échecs. Car in fine le juge de paix c'est le consommateur qui décide en fonction du rapport qualité-prix.

Etes-vous plutôt optimiste ou pessimiste sur la capacité de l'économie française à réussir son rebond ?

Je suis très optimiste pour le long terme. Certes, sur le dernier trimestre, il va y avoir de la casse, des faillites d'entreprises, du chômage, etc. On a quand même une situation épidémiologique qu'on ne maîtrise pas. C'est cela le fond du problème. Il faut garder en tête que nous ne sommes pas face à une crise économique mais sanitaire. Tant qu'on n'a pas de solution sur le plan sanitaire, on a une économie très incertaine. Donc il est difficile de se projeter à court terme. Paradoxalement, il est plus facile de se projeter à long terme. Si on a un vaccin ou si l'épidémie disparaît d'elle-même, je suis très optimiste, car dans l'histoire après chaque crise extrêmement grave, à chaque fois vous avez des comportements psychologiques de reconstruction extrêmement forts. Après la Seconde Guerre mondiale, vous avez eu les Trente Glorieuses, après la Première, les Années folles, etc. Vous avez à chaque fois, une renaissance, une régénérescence. Car on ne peut reconstruire le monde que par l'innovation, en essayant de faire mieux.

Donc pour résumer, je suis très optimiste à long terme, à cinq-dix ans. On peut alors entrer dans un âge d'or. Je suis plutôt pessimiste à court terme et modérément optimiste à moyen terme car je reste très vigilant sur les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis.

Le Business Act s'articule autour de trois leviers que sont les transformations industrielles, environnementales et numériques. Partagez-vous cette philosophie ?

Complètement, c'est ce qu'il fallait faire. Avec une petite précision : je pense que l'urgence n'est pas d'essayer de créer des Silicon Valley à la française, car cela est plutôt du ressort de politiques européennes. L'urgence, c'est plutôt que les entreprises, en particulier industrielles, aient les moyens de s'accaparer des technologies pour les utiliser. Ce que doit faire une Région, et le Grand Est le fait, c'est essayer de mettre en place des mécanismes pour faciliter l'investissement dans l'industrie et l'adoption de ces technologies. C'est typiquement le cas de la robotisation.

« Je suis très optimiste pour le long terme. Certes, sur le dernier trimestre 2020, il va y avoir de la casse, mais dans cinq ans, on peut entrer dans un âge d'or. »

Nicolas Bouzou

Vous connaissez bien le Grand Est. Quels sont à vos yeux ses grands atouts ?

Le Grand Est a, à mes yeux, trois grands actifs. Le premier, c'est une situation géographique porteuse avec une proximité de pays qui vont plutôt bien : l'Allemagne, le Luxembourg, la Suisse. C'est intéressant parce que cela permet notamment de désengorger le marché du travail et cela crée des flux économiques porteurs de compétitivité. Le deuxième actif, c'est une culture et un passé industriels très présents. Avec des spécialisations assez fortes, sur des secteurs qui sont en pleine transformation, un socle industriel qui mérite d'être mis à niveau et dans lequel il faut investir. Comme typiquement, l'automobile. Pour cette filière, il faut noter qu'il y avait des difficultés préexistantes qui ont été considérablement accentuées avec la crise, mais cette dernière n'a pas changé le fond du sujet. L'automobile est face à une transformation structurelle qui est grosso modo : moins de voitures dans les villes et plus de voitures électriques et hybrides. Cette problématique existait avant la crise mais elle s'est considérablement accélérée. C'est spectaculaire, on voit des pistes cyclables qui se construisent partout. Ce n'est pas un phénomène que français, c'est dans toutes les villes européennes où même à New York qui sort la voiture de la ville. Mais ça ne veut pas dire qu'on aura moins de voitures car, en dehors des grandes villes, on en a besoin, mais elles seront différentes. On ne verra plus de grosses bagnoles à essence dans les grandes villes. Elles seront électriques ou hydrogènes, la technologie qui s'imposera n'est pas encore stabilisée.

Et le troisième atout ?

Le troisième axe qu'on cite un peu moins, et j'en ai souvent parlé avec Jean Rottner le président de Région, c'est une attractivité urbaine et touristique dont les Français n'ont pas suffisamment conscience. On entre dans une période où l'immobilier va changer, les gens vont vouloir vivre un peu plus loin des grandes métropoles, et là il y a une capacité d'attractivité du Grand Est avec des villes superbes où l'immobilier est encore abordable: Nancy, Metz, Verdun, Reims, Colmar, etc. Des cités magnifiques dont l'image est encore en-dessous de la réalité. Là aussi, le Grand Est a une carte à jouer.

Au coeur de la
transition écologique

Engagés pour la
relance économique

Acteurs de la
mobilité propre



ON A TOUS ENVIE DE VOIR REDÉMARRER LES ENTREPRISES. MAIS ON A TOUS AIMÉ VOIR BAISSER LES ÉMISSIONS DE CO₂.

L'économie doit redémarrer mais pas le CO₂. Relever ce défi, c'est la raison d'être d'EDF. L'objectif : construire ensemble un avenir énergétique neutre en CO₂, conciliant une meilleure préservation de la planète, bien-être et développement, grâce à l'électricité et à des solutions et services innovants. Notre production d'électricité émet déjà cinq fois moins de CO₂ que la moyenne européenne*. Et nous nous sommes engagés à aller encore plus loin d'ici à 2050, en réduisant encore nos émissions et celles de nos clients, et en compensant les émissions restantes**.

Devenons l'énergie qui change tout.



Découvrez nos engagements sur [edf.fr/raisondetre](https://www.edf.fr/raisondetre)

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

* En Europe, les émissions de CO₂ du groupe EDF s'élèvent à 54g/kWh produits, soit 5 fois moins que la moyenne du panel des 24 plus grands électriciens européens (296 g/kWh), constitué par PwC pour son étude de 2019 « Changement climatique et électricité ». ** Le groupe EDF a pour objectif la neutralité carbone d'ici à 2050, et s'inscrit notamment dans les objectifs fixés par le Rapport spécial du GIEC (Groupement d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat) de 2018. Cet objectif se traduit entre autres par des émissions directes quasi nulles grâce à la production nucléaire et au développement des énergies renouvelables, à la fermeture progressive des centrales fonctionnant exclusivement au charbon opérées par EDF et ses filiales; à la réduction des émissions indirectes par exemple par l'accompagnement de nos clients pour décarboner leurs consommations d'énergie ou encore le développement de la biomasse dans les réseaux de chaleur; et enfin grâce à la compensation des émissions résiduelles par des projets à émissions négatives comme le reboisement de forêts.

LEVIERS DU GREEN

Transformation écologique

L'urgence devient opportunité

L'urgence environnementale et climatique n'est plus à démontrer. Le Grand Est, comme le reste de la planète, se doit de relever le défi écologique. Une nécessité mais aussi une formidable opportunité pour l'économie. Le Business Act en a fait un levier du rebond régional. Nous présentons ici les enjeux, les points de vue et les initiatives d'experts et d'acteurs locaux.

La rédaction du *Mensuel*

© DR

Avis d'expert

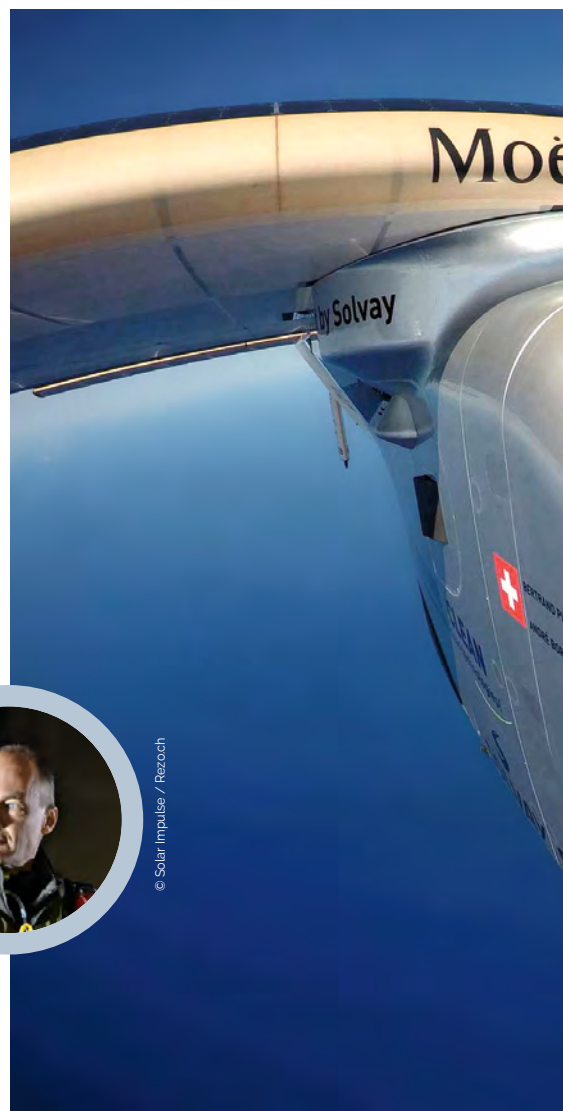
BERTRAND PICCARD, Fondateur de Solar Impulse

« La croissance écologique est le marché du siècle »

Aventurier, fondateur de Solar Impulse, Bertrand Piccard est une des grandes voix actuelles de l'écologie moderne. Il a notamment contribué au Business Act Grand Est et a amené sa fondation à collaborer avec la Région.



© Solar Impulse / Rezoach



© Solar Impulse / Rezoach

Le Mensuel : Comment les questions environnementales peuvent-elles contribuer au rebond économique ?

Bertrand Piccard : Ce n'est pas simplement une reconversion écologique qu'il faut mener, c'est une conversion dans l'efficacité. Je m'explique. Notre monde aujourd'hui a atteint ses limites en raison du gaspillage de matières premières, d'énergies, de déchets, etc. On est dans une société inefficace, qui gaspille. Si on veut devenir plus rentable, créer de nouveaux emplois, de nouveaux métiers, de nouveaux débouchés, de nouvelles industries, il faut miser sur l'efficacité. Elle va en même temps protéger l'environnement et avant tout permettre à l'industrie et à l'économie de faire plus de bénéfices et aux consommateurs de dépenser moins.

Est-ce une orientation facile à faire comprendre aux acteurs économiques ?

Ce n'est pas facile, car d'un côté nous avons des écologistes qui prônent la décroissance et de l'autre côté des industriels habituels et le monde politique classique qui essaient de faire tenir le plus longtemps possible une croissance soit-disant illimitée qui de toute façon est condamnée à court terme. Ce qu'il

faut faire comprendre aux uns comme aux autres, c'est qu'il faut entrer dans une logique de croissance qualitative. Faire croître l'économie et faire décroître le gaspillage. La croissance qualitative, selon moi, permet de créer des emplois et faire du profit en remplaçant tout ce qui pollue et est inefficace par ce qui est efficace, propre et qui protège l'environnement. Et cela, c'est le marché industriel du siècle, c'est là qu'on va pouvoir relancer l'économie, relancer l'emploi.

Cette prise en compte du gaspillage, ce n'est pas nouveau...

Non, mais on n'en parle pas suffisamment comme cela. Aujourd'hui, 75 % de l'énergie produite est gaspillée. 50 % de la nourriture produite est gaspillée. 90 % des déchets sont gaspillés, alors que, pour moi, le déchet est une ressource. Tout ce qui est efficace énergétique aujourd'hui est extrêmement prometteur. Sur le plan par exemple de l'isolation des bâtiments, de la gestion de l'électricité avec les Smart Grids, les villes intelligentes, la digitalisation de l'énergie, la production d'énergies renouvelables, leur stockage afin de les distribuer en fonction des besoins des utilisateurs, etc.

Votre fondation et le Grand Est collaborent déjà. Quel est le but ?

La collaboration entre la fondation Solar Impulse et la Région Grand Est vise notamment à sélectionner des solutions qui peuvent permettre de progresser sur le plan économique et environnemental en même temps. La Fondation, avec ses experts, sélectionne des technologies et des produits, des matériaux qui sont financièrement rentables pour protéger l'environnement. Le but est double: amener dans le Grand Est des solutions sélectionnées dans le monde et labelliser des solutions produites dans le Grand Est pour les faire rayonner plus loin. C'est passionnant. Ce que j'ai proposé dans le Business Act, c'est de passer en revue 650 solutions sélectionnées chez nous et de voir lesquelles peuvent s'appliquer au Grand Est. Pour amener d'emblée le nec plus ultra de la technologie efficace moderne. Ce sont des solutions qui existent déjà, avec des implémentations faisables rapidement.



© DR



TÉMOIN DU GRAND EST



© JFC

JEAN-FRANÇOIS CARPENTIER,
délégué régional
Grand Est
chez Engie

Efficacité énergétique

Engie est le premier producteur français d'énergie renouvelable, c'est-à-dire une énergie non carbonée qui n'émet pas de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. « À travers les trois grandes sources d'énergie – le soleil, le vent et la matière organique – nous diminuons l'impact carbone du Grand Est en construisant des centrales solaires, éoliennes, de méthanisation et de valorisation des déchets bois », souligne Jean-François Carpentier, délégué régional Grand Est chez Engie.

« Nous travaillons à la fois sur les bâtiments en les optimisant énergétiquement avec des énergies renouvelables produites directement sur site – toiture, chaudière au biogaz – ainsi que sur les process industriels. En d'autres termes, nous mettons en place l'efficacité énergétique. »

Pour participer à la relance économique, Engie investit des millions d'euros pour faire travailler des entreprises locales. « Par exemple, nous construisons des réseaux de chaleur à Reims, Chaumont et Sarrebourg, efficaces en termes de coût et de quantité. Nous sommes également portés sur la mobilité verte », avec un peu plus de 2 millions d'euros pour créer des bornes électriques sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Puis Engie est à la manœuvre dans le cadre d'un projet de production de chaleur pour Novacarb, un industriel du secteur de Nancy « qui va remplacer le charbon polluant par de la biomasse, pour produire de la vapeur. 150 000 tonnes de CO2 seront évitées pour un investissement de l'ordre de 60 millions d'euros. » Enfin, le groupe recrute et forme du personnel : 120 postes en CDI sont ouverts sur le Grand Est en 2020 et 75 offres de formation en alternance sont à pourvoir pour la rentrée 2020.

Vivian Peiffer

Nous prenons donc le bon chemin ?

Oui, quand je vois par exemple la volonté de Jean Rottner, président du Grand Est, je me dis qu'il y a des régions qui vont y arriver. Il n'y a pas beaucoup de régions dans le monde qui ont le courage d'aborder le sujet de manière aussi franche et publiquement. C'est un engagement public d'entrer dans une nouvelle logique, c'est ce que je trouve très bien.

Vous semblez plutôt optimiste sur notre capacité de transformation de l'économie dans ce sens-là ?

Je ne suis pas optimiste de nature, je suis parfois très déprimé par ce que je vois, car je suis réaliste. Mais je vois des pionniers dans l'industrie, dans la finance, dans le monde politique. Et dans le Grand Est, je crois qu'il y a beaucoup de pionniers, et c'est cela qui donne de l'espoir.

Propos recueillis par
Stéphane Getto

Avis d'expert

BENOÎT LEGUET, directeur général de I4CE

« Les collectivités détiennent les clés »

Benoît Leguet est le directeur général d'I4CE – Institute for Climate Economics –, le think tank sur l'économie de la transition énergétique fondé par la Caisse des Dépôts et l'Agence française de Développement.

Le Mensuel : Quelle peut être la place des enjeux environnementaux dans les plans de relance post-Covid ?

Benoît Leguet : Le président de la République Emmanuel Macron et le ministre de l'Economie Bruno Le Maire l'ont affirmé : la relance de l'économie doit permettre d'accélérer la transition vers une économie bas carbone et faire de la France un

pays neutre en carbone à horizon 2050. Les collectivités territoriales seront clés dans cette relance. Et la Région Grand Est peut faire sa part... et plus. Les collectivités territoriales portent en effet près de 70% de l'investissement public français. Elles disposent par ailleurs de compétences clés pour l'atteinte des objectifs "climat" nationaux : mobilité décarbonée,

renovation énergétique des logements, adaptation du territoire aux impacts du changement climatique. Elles ont donc en main une bonne partie des clés pour réorienter les activités économiques et les adapter aux conséquences du changement climatique et à la transition "climat".

Les collectivités détiennent la clé, dites-vous, mais en prennent-elles le chemin selon vous ?

Les élus locaux semblent prêts à s'engager dans des investissements massifs pour la relance. Ceci est une excellente nouvelle car les prochains mandats, actuels et futurs, municipaux comme régionaux, sont ceux où il faudra accélérer et "massifier" les actions de transition. Au regard de l'impact de la crise sur les finances locales et le rythme d'augmentation des investissements requis pour atteindre les objectifs climatiques, l'Etat va néanmoins devoir fortement soutenir l'investissement des collectivités territoriales. Mais aucun chiffre n'existe à ce jour sur l'ampleur des besoins financiers des collectivités territoriales pour réaliser ces investissements climat. Il est donc indispensable que les collectivités évaluent, à très court terme, leurs besoins de financement, sur la base des trajectoires de décarbonisation qu'elles ont élaborées ces dernières années. Cela pourrait être un premier chantier pour la Région Grand Est. Pour piloter la transition vers une économie bas carbone dans la durée, le Grand Est pourrait également mettre en place une évaluation climat de son budget, pour verdir ses investissements





© DR

et améliorer le suivi de ses dépenses favorables au climat, des dépenses par nature transversales. Et notamment des dépenses de fonctionnement pour faire émerger les projets : prendre en charge l'animation et la concertation territoriale, définir les trajectoires de transition et structurer les projets nécessaires à la transition.

Un vaste chantier... réalisable ?

Si l'on fait le pari de la transition, aucune Région ne pourra en faire l'économie. Pour aller plus loin, l'intégration d'objectifs d'investissement climat dans les contrats de plan État-Région constituerait une bonne avancée. Mais on pourrait également envisager la négociation d'un "super contrat territorial", réunissant les dispositifs existants et les complétant, assorti d'engagements de l'ensemble des financeurs pour inscrire dans la durée un projet de territoire et les moyens de sa mise en œuvre. Et avec son patrimoine industriel et agroforestier – et les compétences présentes sur son territoire, notamment sur les mobilités et les agroressources – la Région Grand Est dispose de solides atouts pour réussir cette transition et contribuer à l'atteinte de la neutralité carbone en France et en Europe.

**Propos recueillis
par Stéphane Getto**

TÉMOIN DU GRAND EST



© DR

BASTIEN TOULEMONDE,
directeur régional Alsace et Franche-Comté chez Enedis

Une électricité au meilleur coût

Enedis porte une mission de service public, par délégation des collectivités locales propriétaires des réseaux de distribution d'électricité. « *Notamment pour assurer l'acheminement d'une électricité de qualité au meilleur coût à tous les utilisateurs, en toutes circonstances et accompagner les collectivités locales dans la transition énergétique des territoires. Deux thèmes essentiels à la relance écologique* », selon Bastien Toulemonde, directeur régional Alsace et Franche-Comté chez Enedis. Une entreprise « verte » dans tous les sens du terme. En effet, Enedis accompagne les collectivités locales et les porteurs de projets dans le raccordement des installations d'énergies renouvelables : éoliens, photovoltaïques, méthanisation... Mais aussi dans celui des infrastructures de recharge de véhicules électriques. « *Nous participons aussi à de nombreuses expérimentations relatives à la transition énergétique. Enfin, nous sommes capables, par l'intermédiaire du système Linky, de réaliser à distance un grand nombre d'interventions chez nos clients, réduisant les délais, les coûts et en optimisant les conditions sanitaires.* »

Vivian Peiffer



© DR



© DR



JEAN-MICHEL DEVEZA,
délégué régional EDF Grand Est

Décarboner notre énergie avec les technologies de rupture

« La crise sanitaire a mis en évidence la nécessité de se construire un avenir énergétique neutre en carbone pour préserver la planète », souligne Jean-Michel Deveza, délégué régional EDF pour le Grand Est. L'enjeu climatique est essentiel. Ainsi, il s'agit de produire moins de CO₂, ce qui suppose d'arrêter les énergies fossiles comme le charbon, le gaz ou le fuel et de passer sur des énergies "bas carbone". « Nous pouvons notamment citer l'hydro-électricité et le nucléaire très présents dans le Grand Est. Grâce à elles, on dispose d'une électricité qui permet de «décarboner» l'économie au sens large du terme tout en la rendant plus performante et innovante. En France et dans le Grand Est, l'électricité bas carbone qui est mise sur le réseau doit être dirigée vers les secteurs les plus émetteurs de CO₂ : le transport, le bâtiment et l'industrie. C'est précisément l'engagement d'EDF dans le plan de relance avec l'accélération de la mobilité électrique, la rénovation thermique des bâtiments, le développement des pompes à chaleur, l'électrification de l'industrie. »

Pendant le confinement, les activités d'EDF ont continué à fonctionner. « Nous avons accompagné nos clients et tous les Français en leur fournissant de l'énergie et des services, notamment pour les hôpitaux avec notre filiale Dalkia. Nous avons soutenu l'économie en assurant nos programmes de maintenance et d'investissement dans le nucléaire, l'hydraulique, les autres énergies renouvelables et les réseaux de chaleur. Nous avons aussi apporté notre aide aux commerçants par du crowdfunding, en finançant par anticipation leurs services (hôtellerie-restauration, bien-être, coiffure, etc.) pour leur permettre de redémarrer immédiatement.

EDF prépare d'ores et déjà demain à travers la formation, le recrutement de femmes et d'hommes capables de relever les défis de l'avenir. A ce titre, nous sommes l'une des rares entreprises à ne pas faire de plan social et à maintenir nos engagements de recrutement, notamment en faveur des jeunes à travers l'apprentissage.

Enfin, nous sommes également actifs au sein des pôles de compétitivité régionaux. À ce titre, nous développons l'hydrogène à faible contenu carbone dans le Grand Est. Nous sommes également dans les technologies de rupture et les smartgrids qui permettront d'accélérer la «décarbonation» de notre économie et de notre vie de tous les jours. »

Vivian Peiffer

LEVIERS DU GREEN

TEMOINS DU GRAND EST



© DR

MARTINE MACK,
directrice générale R-GDS

Le défi est de supprimer à court terme le fioul

R-GDS est une société d'économie mixte qui distribue le gaz naturel dont l'actionnaire de référence est la Ville de Strasbourg. « Nous sommes clairement positionnés sur le défi climatique car R-GDS est un énergéticien responsable », souligne Martine Mack, directrice générale de R-GDS. « Il faut donc offrir aux citoyens une énergie avec un impact écologique le plus faible possible. » Par exemple, outre sa mission de distributeur, la société d'économie mixte, à travers sa filiale, conçoit et exploite des réseaux de chaleur et est à l'origine d'un très important projet à Strasbourg, de récupération de chaleur fatale issue de l'industrie¹. Par ailleurs, dans le cadre de la relance, le groupe R-GDS génère des millions d'euros d'investissement dans l'économie locale. « Sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, uniquement pour les investissements liés à la desserte gaz, nous sommes à 10 millions d'euros. Si nous ajoutons les projets de réseaux de chaleur dont ceux cités précédemment, l'enveloppe s'élève à 25 millions pour l'année à venir. Soit 35 millions au total sur le Bas-Rhin. » Le défi climatique, c'est aussi la suppression à court terme du fioul. « Sur les 26 000 maisons individuelles et les 1 600 copropriétés du territoire de desserte de R-GDS encore alimentées au fioul nous ambitionnons d'en convertir respectivement 8 000 et 1 400 au gaz naturel dans les années à venir. Soit un marché de 85 millions d'euros pour nos artisans locaux. »

V.P.

(1) La chaleur de récupération, ou chaleur fatale, est la chaleur générée par un procédé qui n'en constitue pas la finalité première, et qui n'est pas récupérée.



© DR

EMMANUEL CONNESSON,
directeur territorial régional Grand Est GRDF

Notre patrimoine permet la transition énergétique

« Aujourd'hui, GRDF accompagne concrètement un certain nombre de porteurs de projets qui sont capables de produire localement du gaz vert », souligne Emmanuel Connesson, directeur territorial régional Grand Est au sein de GRDF. Les collectivités qui sont les autorités concédantes, prennent pleinement conscience qu'elles ont à disposition un patrimoine qui leur permet de mettre en œuvre leur politique de transition énergétique. « Pour que cette énergie renouvelable soit produite en quantité suffisante localement, nous accompagnons la filière agricole et celle des déchets alimentaires pour mettre en place des unités de méthanisation qui vont produire un gaz renouvelable localement et qu'on saura injecter dans le réseau de distribution afin qu'il soit consommé en région Grand Est. » De fait, c'est aussi une manière de relocaliser les emplois. « À chaque fois qu'une unité de méthanisation est construite, cela engendre la création de trois à quatre emplois non délocalisables. » Actuellement dans le Grand Est, il y a 26 sites de ce type qui fonctionnent, 30 sont en construction et plus de 120 projets à venir dans le registre de capacités. « c'est-à-dire des porteurs de projets qui sont à un niveau suffisamment avancé pour avoir fait valider le tarif de rachat du gaz vert qui sera produit. » Les quantités réservées de gaz qui, à l'horizon 2024, s'injecteront dans le réseau sont l'équivalent de 400 000 logements chauffés. « Nous accompagnons aussi la fin des chaudières au fioul car, dans le Grand Est, 50 000 logements à proximité du réseau de gaz fonctionnent encore avec ce type d'énergie. Les convertir permettrait de générer 180 millions d'euros d'investissement dans les réseaux et 400 millions d'euros de chiffre d'affaires pour les installateurs locaux. »

V.P.



Dans le Grand Est, SUEZ développe avec ses partenaires des solutions innovantes de valorisation des déchets et des eaux usées qui permettent de produire, en circuit court, de l'énergie renouvelable au service des territoires et de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

236 000

MWh produits (biométhane, électricité, chaleur) par an dans le Grand Est

77 000

équivalent foyers alimentés en énergie dans le Grand Est



ATHÉO ÉCOSYSTÈME ACCOMPAGNE LES ENTREPRISES DANS LEURS PROJETS DE DIGITALISATION

ATHÉO INGÉNIERIE // ARCHITECTES DE VOS DONNÉES

Atheo

LEMON DATA // INGÉNIERIE DES BASES DE DONNÉES, BI ET BIG DATA

Lemon, data

KIWI // RENDEZ VOTRE SI APPLICATIF PLUS SOUPLE ET RÉILIENT

<KIWI>

AICS // INTEGRATION OF COLLABORATIVE SOLUTIONS

AICS

EDOS // ÉTHIQUE DES DONNÉES

EDOS

NSH // SECURITY FOR HUMANS

NSH

COMM'ON AGENCY // MARKETING ET COMMUNICATION DIGITALE

COMM'ON AGENCY

UNE OFFRE TECHNOLOGIQUE COMPLÈTE À FORTE VALEUR HUMAINE

10 rue Flora Tristan
67200 Strasbourg

contact@athéo.net

Tel.: 03 67 70 09 00



Erdyn est spécialiste du conseil en innovation, de la formulation des stratégies jusqu'à leur mise en œuvre opérationnelle et leur évaluation. Nous

interventions pour tous les acteurs des écosystèmes d'innovation : les entreprises, de la start-up à la multinationale, les organismes de recherche et d'enseignement supérieur, et les pouvoirs publics.

Forte aujourd'hui d'une trentaine de collaborateurs basés en France et en Amérique du Nord, l'équipe Erdyn couvre une large gamme de compétences sectorielles et métiers. Par leur double compétence scientifique et business, par des parcours professionnels diversifiés, les consultants d'Erdyn délivrent à nos clients leur connaissance approfondie de tous les enjeux des écosystèmes d'innovation, ainsi que leur vision binoculaire associant études et conseil. Ces compétences sont renforcées par l'utilisation et le développement d'outils et méthodes à la pointe de l'état de l'art.

Notre mission : éclairer vos choix d'innovation pour imaginer et bâtir le monde de demain.



2CRSi conçoit et produit en **Alsace** des serveurs informatiques haute performance et éco-responsables distribués dans le monde entier.

Notre vision ?

Concilier IT et environnement en réduisant la consommation énergétique de nos serveurs et en recyclant la chaleur produite en source alternative de production d'énergie.



2crsi.com
contact@2crsi.com



PwC partenaire du 360 GRAND EST 2020 et du #BusinessAct, construisons ensemble demain

Par son ampleur et sa forme inédite, la crise du COVID-19 frappe profondément et durablement notre société. Convaincu que les entreprises doivent être des acteurs essentiels de la reconstruction économique et sociétale du pays, **PwC lance le programme Reconstruire**. Acteur engagé dans l'écosystème économique français, PwC entend jouer pleinement son rôle de catalyseur.

« Reconstruire » est un programme basé sur une réflexion collaborative avec des personnalités issues de tous milieux (économique, associatif, religieux, etc.). Il s'agit de comprendre les mutations à l'œuvre et **d'inventer collectivement de nouvelles solutions pour faire face à la crise et construire l'après**. Le cabinet a tout d'abord publié le recueil « Face à la crise, Regards Croisés », qui met en perspective les grandes tendances susceptibles d'émerger durablement. PwC France et Maghreb a poursuivi son programme de réflexion avec un rapport d'analyse prospective, intitulé Futurs croisés. Convaincu que les mesures de relance traditionnelles doivent être dépassées pour appréhender le long-terme, le cabinet dresse 4 grands scénarios et propose une nouvelle méthodologie de pensée pour l'élaboration d'une relance pérenne et bénéfique pour la société dans son ensemble. Le cabinet livre également des premiers leviers d'action pour une reprise durable et porteuse de sens. Ces pistes de réflexions ouvrent la voie au troisième et dernier volet du programme « Reconstruire » : une série d'échanges thématiques intitulés « Visions croisées » qui de déroulera à partir de la rentrée.



À propos de PwC France et Maghreb. En France et au Maghreb, PwC développe des missions de conseil, d'audit et d'expertise juridique, avec pour ambition stratégique de contribuer à réconcilier entreprises, économie et société. Les entités de PwC en France et Maghreb rassemblent plus de 6000 personnes qui partagent leurs expertises au sein d'un réseau international comptant plus de 276 000 personnes dans 157 pays. Parmi ses initiatives, le cabinet s'engage dans la montée en compétences collectives de tous ses collaborateurs, ses clients et ses parties prenantes afin d'anticiper les usages du futur. Rendez-vous sur www.pwc.fr

“ Les entreprises ont un rôle à jouer aux côtés de tous les acteurs de la société pour répondre aux défis à venir. Il y a urgence à agir et je veux que ce large programme d'écoute et de dialogue nous permette collectivement d'oser imaginer les conditions d'un nouveau pacte social partagé. “

Bernard Gannier,
Président de PwC France et Maghreb



LEVIERS DU NUMÉRIQUE

Transformation numérique La carte à jouer

La révolution numérique bouleverse toutes les strates de la société et booste sa transformation. Les entreprises du Grand Est doivent se saisir de cet atout pour accélérer leur mutation et accroître leur compétitivité. Le Business Act a été conçu pour les y aider. Car la région a résolument une carte à jouer dans ce domaine. C'est en tout cas le point de vue partagé par les experts et les entreprises que nous avons rencontrés.

La rédaction du *Mensuel*

© DR

Avis d'expert

FABIENNE BILLAT, conseil en communication, stratégie numérique, membre du Comité digital Caisse des Dépôts

« La dynamique doit venir des dirigeants »

Conseil en communication, stratégie numérique, membre du Comité digital Caisse des Dépôts, fondatrice de la délégation Femmes du Numérique Lyon et région, Fabienne Billat revient pour *Le Mensuel* sur l'extraordinaire impact de la révolution numérique sur nos organisations.

Le Mensuel : Ce qu'on appelle la « révolution numérique » déstabilise beaucoup de nos concitoyens. Pourquoi, selon vous ?

Fabienne Billat : A l'instar de la propagation de la pandémie, l'envergure et les propriétés inhérentes au numérique déclenchent un ressenti anxiogène pour une partie de la population. Car l'envergure, la viralité, la transversalité effacent les points de repères que nous avons mis en place depuis la Révolution industrielle. Elles font émerger une perte d'identification des responsabilités et des hiérarchies qui permettaient de maîtriser les organigrammes. Les processus fortement établis, par les métiers, dans chaque organisation sont bousculés. Le numérique, tel un organisme vivant, développe, amplifie même les notions de porosité, et pousse le désilotage des métiers jusqu'au partage de l'information, puis à la collaboration. L'éclatement, l'envergure, l'abondance, du monde connecté bouscule et éblouit, mais la vision de ces nouvelles perspectives s'organise. Ainsi une partie de nos marchés, de nos systèmes de commerce et d'affaires, portés par internet, en ont intégré les aspects bénéfiques : commerce, vitesse de transmission, automatisation, agrégation de datas pour fabriquer de l'IA, télétravail, etc. Mais nous découvrons en parallèle

les effets secondaires, plus négatifs : pollution numérique, addictions, piratages, diffusion de fake news.

Face à ce bouleversement, comment réagissent les entreprises ?

L'entreprise et les institutions sont bousculées par ces canaux, qui font émerger inéluctablement une approche toute différente du management, qui oblige à se débarrasser d'une forme de contrôle dans ses multiples strates, jusqu'à la reconsidération inéluctable de sa communauté et de ses consommateurs. Ce qui bouleverse individuellement et collectivement le monde du travail. Ce tsunami organisationnel délivre de nouvelles notions de collectif par l'ouverture des échanges, la constitution de réseaux, qui doivent se réaliser en interne mais aussi, par l'apport extérieur. Ces collaborations internes promeuvent la co-construction, et incitent à la personnalisation de l'expérience client, enfin identifiée par la technologie, décryptée et rendue possible. L'expérimentation issue de cette collaboration est intrinsèque à la valeur produite. L'évolution – par des collaborations cross fonctionnelles, l'abattement des silos, l'aplatissement des systèmes hiérarchiques – renverse les modèles anciens. Tous ces aspects démontrent la nécessité de repenser nos organisations.



Justement, comment s'y prendre ?

Il n'y a pas de roadmap prédéfinie même si l'économie, les secteurs privés, publics, le monde politique, en expérimentant et en tâtonnant, adoptent certains usages. Car on peut trouver des pistes d'action dans l'observation des comportements et des apprentissages de la génération actuelle, très représentative de cette mobilité, de cette adaptabilité. Derrière ce que nous avons impertinemment nommé « transformation numérique » surgit l'adhésion humaine, c'est-à-dire une transformation bien plus complexe à générer. Ce concept de transformation numérique



© DR

n'est plus valide, c'est toute notre structuration organisationnelle qui est touchée. Le numérique est systémique et systémiques sont les réponses. Et cette nouvelle génération, connectée et réactive, attend de l'entreprise, de ses dirigeants, et des gouvernants de notre pays, des usages et des codes similaires répondant à ses quêtes, en s'opposant à l'inertie des silos et structures pyramidales clivantes. Pour autant, la dynamique provient des dirigeants, à l'écoute de l'écosystème, et de leurs collaborateurs, qui mènent cette croisade. C'est par des critères objectifs, tels l'accroissement du chiffre d'affaires d'une entreprise, la performance des équipes, que la transformation se mesure. Et se réalise au quotidien car elle est sans fin renouvelée. Cette évolution, infinie, est inéluctable !

Propos recueillis par Stéphane Getto

© DR



TÉMOIN DU GRAND EST

CHRISTOPHE BACHMANN,
directeur général de Noremat
et président de Maneko

Vers la gestion intelligente des routes



© DR

Entreprise indépendante à capitaux familiaux, installée à Ludres (Meurthe-et-Moselle), Noremat conçoit et commercialise des solutions pour la maintenance des accotements routiers, l'entretien du paysage et la valorisation des déchets verts. « *Notre objectif est de créer de nouvelles offres*

afin de conserver plus de valeur ajoutée en local », indique Christophe Bachmann, directeur général de Noremat. Des offres qui correspondent à la politique de vente d'usage qui est en train de se développer auprès des nouvelles générations. De fait, l'entreprise est à l'origine de deux projets majeurs. En premier lieu, Sagid qui prône la gestion intelligente des routes. « *C'est de l'investissement direct à l'Université de Lorraine, à travers le financement de post-doctorats. C'est aussi l'accélération et l'intégration du digital au sein de l'entreprise où il y a actuellement trois recrutements en cours. Cela doit également nous permettre de poursuivre notre croissance avec un potentiel d'une vingtaine de recrutements dans les douze mois qui viennent.* » Le tout en faisant du développement de compétences sur le territoire en validant les recherches sur ce territoire. « *À savoir la lutte contre les plantes invasives, la production de l'énergie verte à partir de l'herbe au bord des routes, la réduction du coût d'entretien des fossés, etc.* » En second lieu, il s'agit d'un projet de reconstruction de véhicules industriels qui s'installera à Toul (Meurthe-et-Moselle) sous la bannière Maneko. « *Cela représente dix embauches d'ici la fin de l'année. Nous souhaitons réindustrialiser la construction de matériel avec deux autres entreprises¹. C'est-à-dire amener les outils industriels et digitaux pour faciliter cette reconstruction.* » Ce sera aussi un modèle d'inclusion grâce à une collaboration avec la structure ENVIE et Pôle emploi pour insérer et former des techniciens SAV.

Vivian Peiffer

(1) Société Matthieu Yno & Coopérative agricole Lorraine.

Avis d'expert

ARNAUD PONS, directeur de Digital new deal foundation

« Le Grand Est peut être la région pilote de la transformation numérique »

Directeur du think tank Digital new deal foundation, spécialiste de la souveraineté numérique, Arnaud Pons est aussi enseignant à Sciences Po. Il est persuadé que le Grand Est a une carte à jouer dans les nouveaux enjeux du numérique.

Le Mensuel : Qu'a changé, selon vous, cette crise sanitaire dans notre relation au numérique ?

Arnaud Pons : Que seraient les États-Unis aujourd'hui sans les GAFAM ? Leurs industries automobiles ou culturelles se sont effondrées, Hollywood et Detroit ont laissé place à la Silicon Valley. L'Europe a jusqu'à présent été absente de cette grande compétition mondiale au point d'être devenue un simple marché pour les géants d'Internet américains (GAFA, NATU...) et maintenant chinois (BATX). Mais le coronavirus marque potentiellement un tournant que nous devons prendre à pleine vitesse. Cette crise sanitaire a fait jaillir au grand jour des failles béantes de notre dépendance à l'aide matérielle de l'industrie chinoise et celle immatérielle des technologies américaines. Mais elle a débouché sur trois "bonnes nouvelles".

Des bonnes nouvelles ? Expliquez-nous...

La première bonne nouvelle c'est que l'usage du numérique a fait un bond énorme (télétravail, école à distance, etc.) gommant ainsi notre retard. La moins bonne c'est qu'elle s'est faite au profit des entreprises américaines et parfois chinoises. La crise du coronavirus a accéléré l'usage mais pas les « fruits » : nous avons réussi par exemple l'école à distance mais avec Youtube, Zoom et Whatsapp. Ce sont des données de millions d'enfants qui sont allées comme toujours aux mains des GAFAM. Or, la souveraineté numérique, ce n'est pas l'usus

mais le fructus. L'enjeu des années à venir va donc être de structurer le marché avant de libérer l'usage.

La deuxième bonne nouvelle, c'est la prise de conscience politique et les moyens sans précédent débloqués sur notre continent. Il y a un alignement des planètes d'un point de vue politique entre les discours de souveraineté technologique d'Emmanuel Macron et Bruno Le Maire et le volontarisme du commissaire européen Thierry Breton qui met en place, enfin, des projets moonshot qui offrent des cadres stratégiques et financiers à des programmes d'ampleur en Europe. GaïaX (Airbus de la data) en est un parfait exemple car représentatif de la vision de Thierry Breton qui consiste à capitaliser sur nos industries pour devenir le continent leader des data BtoB (le marché du BtoC étant trusté par les GAFA). Dit simplement : connecter les hommes, la bataille est perdue. Connecter les entreprises, c'est plus que gagnable car les géants du net n'ont ni la culture métiers ni le tissu industriel que nous avons !

Et la troisième bonne nouvelle ?

C'est que la région Grand Est est très bien positionnée dans ce chantier stratégique. Car la relance économique ne se fera pas avec le numérique des startups mais bien avec celui des usines et filières historiques qui font notre richesse. L'enjeu, c'est de penser écosystème mais avec les industries en locomotive et non pas avec les startups. Le but c'est que nos grandes

entreprises créent de la coopération au sein de leurs filières pour que des ETI du numérique émergent.

La coopération, c'est par exemple le lancement d'initiatives communes comme le partage des données entre "acteurs concurrents" s'ils ne veulent pas voir les big-tech centraliser la data. Il va falloir en effet accepter de coopérer et de s'organiser. C'est possible, c'est même vital. L'enjeu consiste à partager la donnée pour offrir une meilleure expérience aux clients et créer de la valeur là où seuls les GAFA





le font aujourd'hui. En fait, soit on partage volontairement les données entre nous, soit on les offre involontairement aux géants du numérique. En un mot, la coopération en réponse à la disruption. Et c'est là où le Grand Est peut devenir la région pilote de cette transformation numérique car l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et la Suisse constituent la taille idéale pour ce type d'aventure économique et politique.

Propos recueillis par Stéphane Getto



TÉMOIN DU GRAND EST



GILBERT DORÉ,
délégué régional Grand Est
du Groupe La Poste

Tiers de confiance numérique

Dans le cadre du plan stratégique « La Poste 2020 : Conquérir l'avenir », le Groupe a résolument entamé sa transformation numérique avec pour ambition de devenir la première entreprise de services de proximité humaine. « Cette stratégie s'appuie sur quatre vagues de croissance : l'essor du e-commerce, le vieillissement de la population, la transition écologique et le besoin de tiers de confiance numérique dans un univers digital où les échanges de données s'intensifient », souligne Gilbert Doré, délégué régional du Groupe La Poste dans le Grand Est. Un Groupe qui s'est également engagé dans le développement de nouveaux services et l'innovation. « Avec la crise du Covid-19, nos outils ont contribué au maintien de la continuité de service de La Poste, pour l'ensemble des services digitaux et physiques. » Ainsi, le site laposte.fr est passé de 20 millions de visiteurs uniques à 35 millions en avril, grâce à la robustesse des infrastructures. Pour faciliter la reprise de l'activité économique, Docaposte, la filiale spécialisée dans les services physiques et numériques, a cofondé le site MaladieCoronavirus qui a permis d'informer sur la maladie et d'orienter vers les bons interlocuteurs médicaux près de 9 millions d'utilisateurs. Il s'agit de la webapplication e-santé la plus utilisée en France pendant la crise. La Banque Postale a aussi contribué, aux côtés de l'État, à la mise en place du dispositif exceptionnel de prêt garanti par l'État. « Puis nous avons fait du numérique et de la responsabilité sociale et environnementale des véritables leviers de notre transformation. Le programme French IoT initié en 2015 ouvre l'accès à un dispositif complet d'accélération pour les startups lauréates. »

Vivian Peiffer

LEVIERS DU NUMÉRIQUE



PATRICIA LECOCCQ,
déléguée régionale Orange Champagne-Ardenne

Le progrès, c'est d'agir sur l'inclusion numérique

« Si nous sommes, par essence, engagés dans le numérique, notre nouveau plan stratégique concilie la performance économique et l'approche durable », annonce d'emblée Patricia Lecocq, déléguée régionale Champagne Ardenne chez Orange. « Par exemple, nous allons essayer d'atteindre le zéro carbone d'ici 2040. » Sur le progrès numérique en tant que tel, « il n'y en aura pas si nous n'agissons pas sur l'inclusion numérique, que ce soit pour la population ou les entreprises. » Ainsi, le groupe va créer des Orange Digital Center dans toute la France qui vont permettre de « rassembler toutes nos actions en la matière car nous sommes avant tout un acteur de proximité. » Des actions ont été lancées récemment en ce sens. Comme les coups de pouce Livebox qui permettent de proposer aux foyers modestes la connexion internet et même la possibilité de bénéficier d'ordinateurs reconditionnés, à des tarifs préférentiels. Côté relance économique, Orange a mis un point d'honneur à assurer les réseaux et le fonctionnement des applications. « Plus de 10 000 de nos salariés ont été mobilisés en permanence pour maintenir cette connectivité. Nous avons également soutenu cette filière des telecom en faisant des paiements comptants pour nos fournisseurs, des avances de trésorerie pour nos partenaires, de façon à être certains que la filière puisse redémarrer. La rémunération a été maintenue pour nos collaborateurs et nous avons eu la chance de ne pas recourir au chômage partiel. Puis nous avons continué à déployer la fibre optique, la 4G et bientôt la 5G ».

Vivian Peiffer



JACQUELINE SCHNEIDER,
responsable du Pôle Écosystèmes
de l'Innovation - Banque Populaire Alsace
Lorraine Champagne (BPALC)

Intégrer en temps réel les évolutions technologiques

« La crise a consacré l'exigence de la transition numérique dans tous les domaines d'activité. Les nouvelles technologies ont d'ailleurs permis d'amortir les effets de la crise sanitaire : télétravail, e-commerce... », rappelle Jacqueline Schneider, Responsable du Pôle écosystèmes de l'innovation à la Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne. La BPALC a largement réalisé sa transformation digitale au cours de ces dernières années. Et le défi actuel est d'intégrer « en temps réel » les évolutions technologiques pour répondre aux attentes fortes de nos clients : rapidité, simplicité, fluidité dans l'usage des services de bancassurance. Mais la proximité dans la relation client, l'expertise et le sur-mesure se révèlent primordiaux, notamment dans les périodes difficiles et la crise sanitaire et économique actuelle le confirme. « Au cours de la crise Covid, la BPALC a ainsi été très réactive et performante : 1,5 milliard d'euros de prêts garantis par l'État ont été distribués à près de 10 500 entreprises. Cela représente un quart des PGE débloqués dans le Grand Est. » Au-delà de ces éléments précités, le développement de nouvelles technologies au sein de la BPALC, notamment la digitalisation et l'utilisation importante de robots ont permis d'accélérer la mise en actions de reports d'échéances de prêts entreprises et de mise en place de PGE. L'effort se poursuit aujourd'hui en accordant une attention quotidienne aux entreprises des secteurs fragilisés et en les accompagnant de façon soutenue jusqu'au retour à l'équilibre. La BPALC est également soucieuse de collaborer avec les acteurs de l'écosystème régional et de relayer les dispositifs publics pour construire des solutions de relance efficaces pour ses clients. « En tant que banque coopérative, la BPALC sera présente et active dans la relance économique du territoire », ajoute Jacqueline Schneider.

V.P.



THOMAS DUTOT,
directeur des réseaux spécialisés
du Crédit Agricole Alsace Vosges

Porter la dynamique de nos territoires

« Notre société est en mutation et les évolutions technologiques en cours vont durablement impacter les différents acteurs économiques. C'est pourquoi nous sommes positionnés sur l'ensemble de ces sujets qui finalement sont intimement liés », explique Thomas Dutot, directeur des réseaux spécialisés du Crédit Agricole Alsace Vosges. « Pour les accompagner dans ces transitions, qu'elles soient numériques, énergétiques ou écologiques, le Crédit Agricole Alsace Vosges met à la disposition de ses clients un large panel d'experts dans ces différents domaines. À titre d'exemple, la Caisse Régionale intervient significativement dans le financement des énergies renouvelables et de la méthanisation. Concernant la transition numérique, l'innovation est un processus dynamique qui doit être porté par un collectif et avec notre Village By CA à Mulhouse, lieu hybride propice à la créativité et aux synergies entre acteurs implanté au sein de l'Ecosystème KMO, nous contribuons au développement du territoire pour inventer tous ensemble notre futur. Nous accompagnons tous nos clients afin de favoriser le développement d'une dynamique territoriale vertueuse, dans le respect des valeurs mutualistes qui constituent notre code génétique : la proximité, la solidarité et la responsabilité. Dès le début de la crise, nous avons su nous adapter pour rester en lien avec nos clients. Nous avons pu rapidement proposer à l'ensemble de nos clients professionnels, agriculteurs, viticulteurs et entreprises des dispositifs pour les soutenir comme notamment le Prêt Garanti par l'État. Sans oublier des mesures spécifiques pour soutenir les professionnels du tourisme. Dans le cadre de la relance, nous poursuivons notre action en faveur de l'économie de nos territoires en continuant de donner la primeur à l'humain, conformément à notre engagement "agir chaque jour dans l'intérêt de nos clients et celui de la société" ».

V.P.

© DR

CHRISTOPHE KIEFFER,
Directeur régional AG2R La Mondiale

Des prises de participation en open innovation

Pour AG2R La Mondiale, la transformation digitale contribue à créer l'assurance et la protection sociale de demain grâce à davantage de transparence, d'immédiateté et d'anticipation. Pour soutenir cette évolution, AG2R La Mondiale s'appuie notamment sur une démarche d'open innovation qui nourrit la transformation digitale en allant chercher les meilleurs partenaires externes. Cette démarche est portée par un fonds d'investissement de 10 millions d'euros, ALM Invest, qui concentre ses investissements dans des jeunes entreprises en phase d'accélération, dont l'activité est liée à l'assurtech, l'e-santé ou encore la fintech. « Nous avons l'intention de prendre entre cinq et huit participations ces trois prochaines années », précise Christophe Kieffer, directeur régional d'AG2R La Mondiale. Au moment de la crise sanitaire, l'activité d'AG2R La Mondiale n'a pas ralenti un instant. « Il était important que nous puissions être présent aux côtés de nos clients, non seulement comme assureur de leur protection sociale, mais comme un partenaire à part entière. Les aides mises en place visaient directement à faciliter la poursuite et la reprise d'activité de nos clients, et plus globalement la relance économique », ajoute le directeur. « En voici quelques exemples. **Pour les entreprises** : report ou échelonnement du paiement des cotisations sociales, sans suspension de garantie, ni pénalités. **Pour les salariés** : quasi-maintien de la couverture en prévoyance des salariés placés en chômage partiel. **Pour les clients travailleurs non-salariés, artisans, commerçants, professions libérales, clients particuliers, allocataires retraités et leurs aidants** : aides ciblées. **Pour nos 110 branches professionnelles** : un accompagnement dédié. Ces mesures ont contribué à l'effort de solidarité nationale et à la démarche de soutien de l'économie », conclut Christophe Kieffer.

Vivian Peiffer



**PLAN DE
SOUTIEN
AUX ENTREPRISES**

DIRIGEANTES, DIRIGEANTS
Vous souhaitez rebondir rapidement
après la crise sanitaire du Covid-19 ?

Pour soutenir les entreprises dont l'activité a été impactée par le coronavirus, Bpifrance, avec les Banques et la Région Grand Est, a mis en place des prêts de trésorerie destinés aux TPE, PME et ETI, et a enrichi son offre pour financer la relance.

Financement

Nous soutenons votre trésorerie grâce à des solutions de financement longue durée avec des différés de remboursement :

- Prêt REBOND de 10 K€ à 150 K€ en partenariat avec la Région Grand Est
- Prêt ATOUT jusqu'à 5 M€ pour les PME et 15 M€ pour les ETI
- Prêt relance Tourisme de 50 K€ à 2 M€ avec la Banque des Territoires

Innovation

Nous accompagnons vos projets innovants, de l'innovation d'usage à l'innovation Deeptech

- Subvention
- Avance Remboursable
- Prêt Innovation

Investissement

Nous avons lancé avec succès le fonds de renforcement PME (FRPME) destiné à soutenir les entreprises fragilisées par le COVID-19 (ticket de 0,5 à 5 M€).

Accompagnement

Nous vous aidons à renforcer la robustesse de votre entreprise en construisant avec vous un plan d'action stratégique, grâce au diagnostic 360° Rebond, et nous vous épaulons dans sa mise en œuvre et son suivi.

Export

Nous soutenons les entreprises françaises exportatrices en facilitant le maintien des échanges commerciaux à l'international.

Bpifrance se mobilise à vos côtés pour vous accompagner dans votre transition énergétique et écologique.

Pour plus d'informations, contactez-nous :

Direction régionale de **Nancy** : 03 83 67 46 74
Délégation territoriale de **Metz** : 03 87 69 03 69
Direction régionale de **Reims** : 03 26 79 82 30
Direction régionale de **Strasbourg** : 03 88 56 88 56
Délégation territoriale de **Troyes** : 03 25 81 90 25



...

○

**LEVIERS AXÉS SUR
L'INDUSTRIE**

Industrie 5.0

Le levier stratégique

Les atouts industriels du Grand Est ne font pas débat. Mais il y a urgence à accélérer la mutation et la modernisation de la filière. C'est le pari du Business Act qui relève le défi de l'industrie « 5.0 » : l'industrie 4.0 augmentée de l'homme et de l'écologie. Des experts et des entreprises régionales témoignent de l'importance de ce levier pour rebondir et consolider l'économie régionale de demain.

La rédaction du *Mensuel*

© DR

Avis d'expert

THIERRY WEIL, professeur à Mines Paristech et conseiller de La Fabrique de l'industrie

« L'industrie favorise la cohésion territoriale »

Docteur en physique, ingénieur général des mines, membre de l'Académie des technologies, Thierry Weil est professeur à Mines Paristech (Centre d'économie industrielle) et conseiller de La Fabrique de l'industrie. Il a participé à la réflexion du Business Act Grand Est.

Le Mensuel : En quoi une politique économique de rebond doit-elle s'appuyer sur une dimension industrielle ?

Thierry Weil : Certains ont cru, au tournant des années 2000, que la production était une activité dépassée, à sous-traiter aux pays émergents, et qu'il valait mieux se concentrer sur les services à haute valeur ajoutée comme la conception de nouveaux produits. Mais peut-on concevoir longtemps des produits que l'on ne fabrique plus ? Par ailleurs, l'industrie est un facteur essentiel de cohésion sociale et territoriale.

Cohésion sociale, car elle offre des salaires de tous niveaux, en moyenne supérieurs à ceux des services. Les emplois des services sont plus polarisés entre des travaux très qualifiés confortablement payés d'une part et, d'autre part, des postes ne demandant pas beaucoup de formation, payés au Smic, même s'ils sont souvent exigeants. Il est donc plus facile de grimper les échelons dans l'industrie que dans les services.

Cohésion territoriale, car l'industrie est plutôt située dans des villes moyennes ou à leur périphérie, tandis que les services haut de gamme tendent à se concentrer dans les métropoles.

Quel est justement votre regard sur ce rôle "sociétal" que peut avoir l'industrie ?

Les pays qui ont laissé décliner leur industrie comme les États-Unis, le Royaume-Uni, voire même l'ancienne Allemagne de l'Est, ont laissé au bord du chemin de nombreux travailleurs et des territoires sinistrés. Cette catastrophe a contribué aux votes en faveur de Trump, du Brexit ou de l'extrême droite allemande et, chez nous, des partis isolationnistes, hostiles à l'intégration européenne. La relance de l'industrie sur notre territoire, que le rapport Gallois appelait de ses vœux dès 2012, est donc devenue une priorité publique. Diverses mesures gouvernementales et le dynamisme des industriels rassérénés ont permis d'enrayer le déclin. Depuis 2017 et jusqu'à la crise du Covid, l'industrie se redéveloppait sur notre territoire, les ouvertures de sites dépassaient les fermetures, l'emploi dans l'industrie progressait.

Quelles leçons, selon vous, tirer de cette crise sanitaire concernant notre industrie ?

La crise a révélé notre vulnérabilité dans des domaines aussi cruciaux que la santé.

© DR

© DR

Nous avons pris conscience que la plupart des principes actifs de nos médicaments étaient produits dans des pays qui se serviraient les premiers en cas de croissance brutale des besoins, voire pouvaient utiliser notre dépendance pour limiter notre souveraineté. Peut-on prendre des mesures crédibles envers un pays qu'on voudrait voir mieux respecter l'environnement, les droits de l'Homme et les règles de l'Organisation internationale du travail si l'on dépend de lui pour assurer des besoins essentiels de notre population ? Mais il y a dans toute crise une opportunité de progrès. Les acteurs



© DR



© DR

TÉMOIN DU GRAND EST

FRÉDÉRIC RUFİ,

responsable R&D chez Bürkert



© DR

Fabriquer sur le lieu de la demande

Le groupe Bürkert, dont le siège se trouve à Ingelfingen (Allemagne), est spécialisé dans les systèmes de régulation de fluides. Il emploie plus de 3 000 personnes dans le monde au travers de ses 36 filiales, dont deux (Bürkert France SAS et Bürkert SAS) installées dans le Grand Est. Présent sur le traitement de l'eau et l'hygiène – agro-alimentaire et pharmaceutique –, Bürkert est un groupe industriel avec une dimension numérique très prégnante. « *Le jour du confinement, nous avons été en mesure de poursuivre notre activité à distance grâce à tout l'arsenal que nous avons mis en place au préalable* », rappelle Frédéric Rufi, responsable Recherche & Développement au sein du Groupe. Pendant le confinement, Bürkert a travaillé sur des bioréacteurs pour faire les premières recherches sur le vaccin. « *Autrement dit, nous avons délivré du matériel pour sa fabrication. Nous collaborons aussi aujourd'hui avec la société française Creative Eurecom pour du "point of care"⁽¹⁾, c'est-à-dire fabriquer du médicament à côté des patients, notamment ceux atteints de mucoviscidose. Nous fournissons des composants fluidiques qui vont permettre de mélanger ces fluides pour pouvoir injecter ce médicament au moment opportun.* »

Des innovations qui permettent au groupe de consolider son chiffre d'affaires par rapport à l'exercice précédent et de prouver sa capacité de résilience face à la crise. « *Nous avons toujours une stratégie antinomique, en investissant pendant les périodes de creux. En France, de nouveaux bancs de tests et bâtiments sont prévus en 2020-2021 de même que le recrutement de nouvelles compétences.* »

Vivian Peiffer

de la région Grand Est ont su s'en saisir, en réfléchissant ensemble à ce qui pouvait accélérer la relance, en s'appuyant sur la riche histoire industrielle de la région. Le Business Act Grand Est a permis de se mobiliser pour construire ensemble un écosystème régional plus résilient, pour inventer de nouvelles coopérations, accélérer la transition numérique et environnementale des entreprises et moderniser l'appareil industriel.

Propos recueillis par Stéphane Getto

(1) Point of care désigne les tests sur le lieu de soins qui sont définis comme des tests de diagnostic médical au point de soins ou à proximité, c'est-à-dire au moment et au lieu des soins aux patients.

Avis d'expert

PIERRE VELTZ, ingénieur, sociologue et économiste, ancien PDG de Paris-Saclay

« Santé, éducation, villes et territoires sont les grands enjeux de l'industrie du futur »

Ingénieur, sociologue et économiste, spécialiste de l'organisation des entreprises et des dynamiques territoriales, ancien président-directeur général de l'établissement public Paris-Saclay, Pierre Veltz se penche sur la « renaissance industrielle » qui se présente à nous.

Le Mensuel : Quel est votre regard sur le Business Act Grand Est ?

Pierre Veltz : Dans leur très ambitieux Business Act Grand Est, il faut féliciter la Région et l'Etat de tourner résolument le dos aux sirènes du "post-industriel" qui ont trop longtemps sévi dans notre pays.

Les territoires du Grand Est, très divers, sont nombreux à disposer d'une grande tradition manufacturière, qui a forgé une main-d'œuvre de haute qualité. Ils sont nombreux aussi à avoir souffert des crises du passé, qui ont laissé des traces dans les paysages et les esprits. Le défi est

de taille. Car la crise économique née du Covid risque de fragiliser encore plus de nombreuses PMI et ETI, et les soutiens publics (nationaux et régionaux) seront indispensables pour passer les caps difficiles, éviter que la tempête abatte des arbres sains. Mais la politique industrielle ne peut pas être conservatoire, et les projets du Business Act sont heureusement tournés massivement vers l'innovation. L'enjeu, à cet égard, n'est pas simplement d'ajouter une couche informatique, de donner un coup de peinture verte et-ou de "relocaliser" l'industrie existante. Il est de comprendre que nous changeons de monde et qu'il s'agit avant tout de faciliter l'émergence de l'industrie de demain, en devenant acteur de ce que beaucoup considèrent désormais comme une véritable "renaissance industrielle". Le mot « industrie », à cet égard, prête à confusion.

C'est-à-dire ? Expliquez-nous.

Quand nous employons ce mot, nous pensons toujours aux objets, au monde manufacturier *stricto sensu*. Or nous allons vers une fusion entre industrie entendue au sens habituel, le monde des services et celui du numérique (c'est ce que j'appelle le monde hyper-industriel). L'économie des objets devient progressivement une économie des usages et des expériences. L'économie de la propriété évolue vers une économie de l'accès. C'est là que se joue la bataille économique mais



aussi écologique : comment consommer moins d'objets, mais enrichir la vie des gens et créer de la valeur sociale par de nouveaux usages, et de nouveaux liens entre les personnes, beaucoup moins consommateurs d'énergie et de matière ? La vraie nouveauté apportée par la révolution numérique, ainsi, n'est pas la robotisation, l'automatisation accélérée des process : c'est la connectivité, la capacité de partager les données et de construire de nouveaux rapports entre concepteurs, producteurs et usagers-clients.

Et quid du tournant écologique ?

Le tournant écologique, c'est un enjeu systémique gigantesque qui suppose une modification conjointe des manières de produire et de consommer, et qui ne peut pas se traiter à l'échelle de chaque entreprise, mais implique de nouvelles infrastructures collectives et de nouveaux cadrages politico-financiers.

L'aventure industrielle, les habitants du Grand Est le savent mieux que d'autres, a eu ses moments de grandeur, mais aussi sa face sombre : organisations du travail niant le potentiel créatif des travailleurs, vision prédatrice d'une nature aux ressources supposées infinies. La tâche principale est d'utiliser les extraordinaires ressources des technologies pour inventer une industrie nouvelle, conçue pour un monde de ressources finies, utilisant vraiment la créativité des femmes et des hommes, à tous les niveaux.

Ce nouveau modèle devra aussi s'interroger sur ses priorités sectorielles. Regardons l'évolution de la demande. Les secteurs vedettes, et qui vont le rester, sont la santé, le bien-être, l'alimentation de qualité, l'éducation, la mobilité et l'habitat repensés. Ces secteurs ont deux points communs : ils s'adressent à nous comme individus, à nos corps, à nos émotions, à nos cerveaux ; et ils s'appuient sur les territoires, leurs attentes et ressources spécifiques. C'est dans cette économie "humano-centrée", très différente de l'économie d'accumulation d'objets que nous connaissons depuis près d'un siècle, que se cachent les relais de "croissance" dont nous aurons besoin. Santé, éducation, villes et territoires : voilà les grands enjeux de l'industrie du futur.

Propos recueillis par Stéphane Getto



© DR

TÉMOIN DU GRAND EST

MARTHE PRUNIER-FERRY,
PDG du Groupe CIF

Des lunettes connectées pour travailler en déporté

Fort d'une histoire centenaire associant les plus grands noms de l'industrie française et européenne, le Groupe Compagnie Industrielle et Financière de Bussy (CIF) est aujourd'hui constitué de six sociétés industrielles, dont tous les sites de production sont situés dans les bassins industriels du Grand quart nord-est de la France ainsi que dans la Ruhr en Allemagne. « *Si nous avons avant tout une vocation industrielle, nous regardons le numérique de très près* », indique Marthe Prunier-Ferry, PDG du Groupe CIF. « *Nous étudions la possibilité de nous équiper de lunettes connectées afin d'effectuer des missions en déporté alors que la crise Covid-19 ou des conditions de sécurité instables nous interdisent de visiter nos clients à l'étranger.* » Autre exemple d'incursion dans le numérique, la filiale Fer'Incub qui vient de déposer un brevet sur des pignons connectés. Quand une autre de ses six filiales, Ferry Capitain, met au point une CAO¹ collaborative afin que tous les départements travaillent sur le même fichier 3D, les méthodes fonderie et usinage et le modelage. « *L'objectif étant de gagner en efficacité et en délai.* » En termes de relance économique, le Groupe compte en tirer parti en tant que preneur d'ordres et y contribue à son niveau en favorisant les achats hexagonaux. « *Nous exportons 75 % de nos productions et nous sommes donc très dépendants des donneurs d'ordres étrangers. Le repli sur soi est aujourd'hui généralisé, chaque pays favorisant son tissu industriel national.* »

Vivian Peiffer

(1) Conception Assistée par Ordinateur.

LEVIERS DE L'INDUSTRIE



© DR
OLIVIER FAURE,
CEO FM Holding Corporate

La logistique au cœur de l'évolution industrielle

« Nous sommes une entreprise de service logistique et nous travaillons sur l'évolution de notre industrie. Nous évoluons forcément par le green et le numérique, avec nos services CityLogIn », souligne Olivier Faure, CEO au sein de FM Holding Corporate. « Notre métier est la logistique de distribution. Pendant la période Covid, nous avons considérablement développé l'e-commerce. Il y a aussi une vraie transformation de l'activité autour de l'Urban Logistic¹ avec des concepts comme la livraison du dernier kilomètre. » En faisant notamment de la livraison avec des véhicules propres tout en combinant le procédé avec des solutions numériques. Au plus fort de la crise sanitaire, « l'activité ne s'est jamais arrêtée, sauf lorsque nos clients n'avaient plus de flux. Dans nos entrepôts, et ce dans le monde entier, nos collaborateurs ont souhaité continuer à travailler : l'entreprise affichait 97 % de présence ! De fait, nous n'avons pas fait appel aux aides de l'État et c'est en cela que nous avons aidé l'économie. On a assuré les livraisons des produits de nos clients car nous avons suivi très tôt les consignes de l'État. »

Vivian Peiffer

(1) Urban Logistic : la logistique urbaine est une discipline née dans les années 1990, avec pour objet de répondre aux questions qui se posent autour des nuisances provoquées par le transport de marchandises en ville.



© DR
CHRISTINE MEYER-FORRLER,
mandataire en charge de la Banque
des Décideurs en Région
à la Caisse d'Épargne Grand Est Europe

#rESTart, un plan de rebond dédié aux industriels

« L'avenir du Grand Est est à la fois industriel, numérique, social et environnemental. Ces thématiques sont indissociables pour nous. Nous finançons et accompagnons tous les acteurs économiques régionaux afin de sortir de la crise, rebondir et transformer les modèles économiques », précise d'emblée Christine Meyer-Forrler, mandataire en charge de la Banque des Décideurs en Région à la Caisse d'Épargne Grand Est Europe (CEGEE). « L'industrie fait partie de l'ADN de notre région, elle génère directement ou indirectement près de 30 % du PIB et de l'emploi privé. Ces industriels sont nos clients et nous partageons leurs enjeux. »

Le Grand Est est au cœur d'un bassin de consommation considérable qui justifie pleinement que l'on produise davantage ici, sur nos territoires. L'accélération de la transformation numérique est un gage de compétitivité et la transition écologique un gage de pérennité. Après avoir accompagné les clients pendant la crise sanitaire, la Caisse d'Épargne Grand Est Europe a mis en place un plan de rebond baptisé #rESTart by Caisse d'Épargne Grand Est Europe avec dix engagements forts et concrets : des offres dédiées aux investissements industriels productifs et aux relocalisations d'activités dans le Grand Est, au financement de l'innovation, aux projets EnR (Énergies Renouvelables) sur nos territoires, etc. Le plan #rESTart by Caisse d'Épargne Grand Est Europe apporte aussi des solutions de e-commerce, de protection du dirigeant ou de business international pour dynamiser et sécuriser l'activité régionale. Il s'adresse également aux collectivités, aux acteurs de la santé, du sanitaire et social, au cœur de cette crise, avec des solutions dédiées.

V.P.



FRÉDÉRIC GUICHARD,
directeur du développement
du Groupe De Dietrich

Une usine pilote à Talange

Contribuer au monde d'après : l'objectif de nombre d'entreprises après la crise sanitaire. « Dans ce cadre, nous avons contribué au groupe de travail sur l'industrie manufacturière du futur », indique Frédéric Guichard, directeur du développement du Groupe De Dietrich, ensemble d'entreprises européennes aujourd'hui spécialisé dans les équipements pour les industries pharmaceutiques et chimiques. « Grâce à nos compétences, nous avons l'ambition de définir de nouvelles solutions innovantes dans le domaine des procédés plus propres et plus écologiques », poursuit le directeur. Ainsi, De Dietrich a été un acteur incontournable dans la relocalisation de la production de médicaments. « Nous développons des solutions aux API⁽¹⁾ à haut potentiel. D'ailleurs, nous espérons travailler dans les semaines qui viennent avec des startups, pour quoi pas dans le Grand Est. » Autre projet clé : celui du recyclage des déchets contenant de l'amiante. « Nous avons contractualisé avec une startup qui a trouvé le moyen de détruire l'amiante par l'acide sulfurique. » Pour ce faire, un consortium a été formé avec NeutraVal, une filiale issue de l'association d'une entreprise spécialisée dans le BTP et d'un bureau d'études. « Une usine pilote sera opérationnelle à Talange en Moselle dès le début de l'année prochaine. »

V.P.

(1) API : Active Pharmaceutical Ingredient ou principe actif pharmaceutique qui désigne toute substance ou mélange de substances destiné à être employé dans la production d'un médicament et qui ainsi, devient une substance active de ce médicament.

L'avis de...

ETIENNE LEROI, directeur général de N.Schlumberger
et président de Grand E-Nov+

« Retrouvons le souffle d'entreprendre »

Le directeur général de N.Schlumberger a évidemment suivi de très près la réalisation du Business Act Grand Est. Tout d'abord parce qu'Etienne Leroi est un acteur reconnu de l'industrie régionale. Ce qui lui a valu de présider le groupe de travail « Nouvelles chaînes de valeur et adaptation des filières » (lire par ailleurs). Et d'autre part parce que le dirigeant préside l'agence d'innovation et de prospection internationale Grand E-Nov+. « Tous les participants aux groupes ont fait un boulot extraordinaire, dans des délais extrêmement serrés, bien encadrés par les services de la Région, de l'État et par les deux cabinets qui accompagnaient le processus », commente-t-il en préambule.

Sur le fond, Etienne Leroi est persuadé que chacune des filières économiques du Grand Est saura retirer les bénéfices de la démarche. Mais surtout, le Business Act conforte sa vision sur l'industrie régionale. « Nous disposons tous des atouts, des savoir-faire pour nous redévelopper car le Grand Est a su garder son savoir-faire. Nous sommes tous ressortis de ces séances de travail en étant persuadés que nous avons donc les moyens de nous battre. »

Pour autant, l'industriel sait que le plus dur reste à faire. Selon lui, une des clés de l'avenir réside dans l'attention portée aux porteurs de projets. « Car le savoir-faire, les compétences, la connaissance des marchés, tout cela, globalement, on l'a ou on peut l'avoir. Maintenant, il faut des porteurs de projets. La France, le Grand Est sauront-ils retrouver le souffle d'entreprendre ?



Saura-t-on trouver les porteurs de projets ? », s'interroge Etienne Leroi. Et une fois identifiés, le président de Grand E-Nov+ estime qu'ils auront besoin de « coups de pouce » pour les accompagner. « Il faut leur dire : vous ne serez pas tout seul. Leur faire comprendre qu'ils font partie d'un plan de reconquête plus large. »

Etienne Leroi est-il confiant pour la suite ? « Je serai d'autant plus confiant que la détermination des politiques, des banques, de la BPI et la volonté des porteurs de projets convergeront. Et, en l'espace de deux mois, on a vu qu'il y avait beaucoup de gens motivés, prêts à se battre », répond-il. Avant d'avertir : « On voit aussi que la conjoncture mondiale n'est pas très favorable. Il faut donc se donner un peu de temps pour les grands projets de taille internationale et accepter qu'ils n'aboutissent qu'au bout de quatre ou cinq ans. Mais on va y arriver. »

Stéphane Getto

LÀ OÙ
CHAQUE JOUR
EST UNE NOUVELLE
PROMESSE



Terre d'agriculture et de viticulture,
le Grand Est est la première région
œnotouristique de France avec ses vins
d'Alsace, de Champagne et de Lorraine.

© Pierre Rolin - Getty Images

Grand Est

ALSACE CHAMPAGNE-ARDENNE LORRAINE

Le soleil se lève à l'Est

NOUS CONCRÉTISONS L'AVENIR DE NOS CLIENTS

En alliant stratégie, technologie, data science et design avec un état d'esprit inventif, nous concevons des solutions digitales avancées et de nouveaux modèles économiques pour répondre à l'ambition économique du Grand Est.

Construisons ensemble demain.
www.capgemini.com/fr/invent

Capgemini  invent



EIT RawMaterials is supported by the EIT,
a body of the European Union



Developing raw materials into a major strength for Europe

Raw materials are essential to securing a transition to green energy technologies, that is why EIT RawMaterials drives and fosters **innovation, entrepreneurship and education** along the raw materials value chain.

EIT RawMaterials
Innovation Hub Central
Metz, France

eitrawmaterials.eu      EITRawMaterials

Alcimed

Conseil en innovation
et développement de
nouveaux marchés

Evan Martin-Brocard
Business Development Director
evan.martin-brocard@alcimed.com

En 1993, Alcimed voit le jour, avec pour vocation d'explorer et développer les terres inconnues de ses clients. En 25 ans, c'est plus de 200 explorateurs qui ont rejoint notre aventure. Répartis dans nos 8 bureaux (en France, en Europe, à Singapour et aux USA), nous accompagnons au quotidien nos clients (industriels, start-ups, acteurs institutionnels) pour les aider à innover et à créer de nouveaux business.

Vous souhaitez en savoir plus ? www.alcimed.com

Se réunir ...

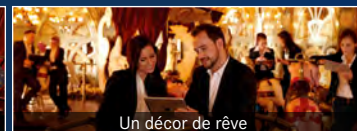
Forfait séminaire
à partir de
45,- Euros

... dans un cadre
EXCEPTIONNEL!

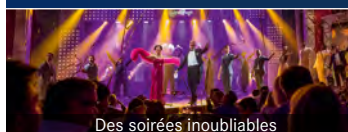
- ✓ 32 salles de 26 à 3.000 m² pour des événements jusqu'à 5.000 personnes
- ✓ Une surface de 13.000 m² dédiée au séminaire
- ✓ Grande diversité de salles et ambiances thématiques
- ✓ 1.254 chambres et suites dans nos 6 hôtels 4 étoiles et 4 étoiles supérieur
- ✓ Restaurants, bars, bistros, brasserie et cave à vins
- ✓ Espace bien-être et Spa



Un cadre unique



Un décor de rêve



Des soirées inoubliables



Six hôtels thématiques

EUROPA PARK
CONFERTAINMENT

confertainment@europapark.de · www.confertainment.de
Europa-Park-Str. 2 · D-77977 Rust · Tél. 0049 7822 77-14400
Nous vous accueillons en français à 30 minutes de Strasbourg

 Mack
INTERNATIONAL



LE
GUIDE
DES
80
ACTIONS

Des mesures pour tous

Des mesures concrètes et mises en action rapidement. C'est une des finalités de Business Act Grand Est. Car une fois les grands enjeux du rebond posés et partagés, les entreprises de la région ont besoin de pouvoir se saisir rapidement des leviers mis à leur disposition. Pour les y aider, *Le Mensuel* leur propose ce petit guide réalisé par les services de la Région et de l'Etat.

La rédaction du *Mensuel*

80 actions concrètes dans le Grand Est

Pour relever les transitions écologique, numérique et industrielle

19 actions pour...

PLUS DE GREEN DANS LE GRAND EST

	Relance	Reconquête
500 000 m3 d'aires de stockage du bois déployés sur l'ensemble du territoire		●
50 projets de bioéconomie durable soutenus d'ici 2025	●	●
Soutenir les projets portés par les acteurs régionaux des biocarburants	●	
10 initiatives de récupération d'ordinateurs remis à neuf par les acteurs du réemploi & accompagnement à la prise en main dans les familles		●
Accompagnement au remplacement des chaudières fioul pour les particuliers et professionnels	●	●
Organisation d'une première Conférence internationale de l'architecture et de l'urbanisme en 2021		●
2 500 mises en relations d'ici 2025 et 100 solutions au service des acteurs de la transition énergétique et du développement durable regroupées dans une banque de données d'ici à la fin 2020	●	
10 000 rendez-vous d'affaires lors d'une première Convention d'affaires réunissant la filière agricole et agroalimentaire en 2021		●
5 000 exploitations agricoles bénéficiant du Programme VIRAGE (Valoriser Innover Réunir pour l'Agriculture en Grand Est) d'ici 2025	●	●

Création, avant fin 2020, d'une place de marché pour permettre aux consommateurs d'acheter des produits régionaux agricoles et agroalimentaires



Déploiement à partir de l'automne 2020, d'un pack entreprise d'accompagnement de l'économie circulaire, 250 entreprises accompagnées chaque année



Encourager les conversions des poids lourds aux énergies alternatives propres (sur le principe d'une prise en charge de 50 % max du différentiel du coût d'acquisition par rapport à une motorisation traditionnelle)



Accompagner le développement d'un réseau de 3 000 bornes de recharge de véhicules en énergies alternatives d'ici à 2025



500 acteurs du tourisme et 500 entreprises disposant de flottes de vélos électriques à l'horizon 2025



250 signataires Charte des entreprises engagées vis-à-vis de la nature d'ici 2025



125 projets accompagnés pour réduire et valoriser les déchets du BTP d'ici 2025



Encourager les autorités organisatrices de la mobilité à équiper les bus scolaires de la région en motorisation propre



150 initiatives citoyennes soutenues pour susciter l'innovation et la créativité d'ici 2021



100 % du territoire couverts par un service d'accompagnement de la rénovation énergétique pour les ménages d'ici 2024



13 actions pour...

PLUS DE NUMÉRIQUE DANS LE GRAND EST

	Relance	Reconquête
10 plateformes d'achat du commerce local déployées dans des villes moyennes d'ici au printemps 2021	●	
1 000 diagnostics cybersécurité réalisés auprès des PME du territoire d'ici à 2025	●	●
30 % des formations du secondaire et du supérieur disponibles à distance d'ici à 2025	●	●
Réalisation dans les 100 jours d'une enquête Région auprès des dirigeants du Grand Est sur le télétravail (freins et leviers)	●	
Accompagner les démarches permettant à tous les tiers-lieux existants et recensés d'être labellisés à fin 2020	●	
100 % des espaces de télétravail et coworking du réseau d'initiative public Grand Est connectés au THD d'ici fin 2021	●	●
Généralisation à partir de 2021 d'une clause exigeant des prestataires l'interfaçage de tous les développements réalisés (clause d'API)		●
Création de 10 entrepôts de données (lacs de données/data lakes) d'ici à 2025, en particulier pour les projets de R&D, d'analyse du territoire ou pour améliorer les performances des lignes de production industrielle (maintenance prédictive...)	●	●
100 startups accompagnées par l'accélérateur « Intelligence Artificielle » d'ici à 2025	●	●
10 entreprises portant des technologies de rupture soutenues dans leur implantation en Grand Est d'ici à 2025	●	●
250 entreprises accompagnées dans l'intégration de l'intelligence artificielle d'ici à 2025	●	●
50 jeunes chercheurs formés à l'IA d'ici à 2025	●	●
Création d'un portail régional des offreurs de solution en IA d'ici à l'été 2021		●

13 actions pour...

PLUS D'INDUSTRIE 5.0 DANS LE GRAND EST

	Relance	Reconquête
1 000 entreprises accompagnées d'ici 2025 dans leur transformation autour des moteurs du changement	●	●
200 projets d'investissement accompagnés pour moderniser et accélérer la diversification des chaînes de production, en priorité dans les secteurs de l'auto et de l'aéro	●	●
250 projets conduits entre sous-traitants industriels et offreurs de solution (jumeau numérique, fabrication additive...), facilités par la mise en place d'une cartographie et l'animation de la communauté d'offeurs de solution à compter de novembre 2020	●	
10 plateformes de production partagées créées en Grand Est et soutenues par de l'aide à l'investissement d'ici 2025	●	●
150 projets de transformation industrielle et numérique accompagnés d'ici 2025 en partenariat avec l'enseignement supérieur	●	●
300 entreprises accompagnées d'ici à 2025 dans le cadre du « Pack entreprise pour la relocalisation » pour sécuriser leurs chaînes d'approvisionnement, resourcer en local	●	●
2 000 entreprises signataires de la Charte d'engagement pour le renforcement des achats régionaux	●	●
10 Secteurs à Fort Potentiel de Relocalisation offensive ou défensive (SFER) définis d'ici à fin 2020 et bénéficiant d'un appui spécifique des services de l'Etat et de la Région pour le développement de nouvelles filières d'approvisionnement local et pour l'accompagnement des projets de relocalisation ou d'implantation d'activité		●
3 plateformes d'accélération vers l'usine du futur mises en place d'ici 2025		●
2 000 entreprises signataires de la Charte du regain industriel en Grand Est	●	●
13 territoires d'industrie mobilisés et interconnectés d'ici 2025	●	●
30 nouvelles ETI en Grand Est d'ici à 2025		●
200 entreprises régionales bénéficiant d'un accompagnement renforcé et une prise en charge à 80% pour les repositionner sur de grands salons professionnels étrangers en 2021		●



© DR

Miser sur l'humain, les territoires et la confiance

Le capital humain, les compétences et les savoir-faire des femmes et des hommes du Grand Est sont l'une des principales richesses de notre région. La réussite du projet réside dans son partage et sa mise en œuvre par le plus grand nombre. Pour y parvenir, il faut mobiliser toutes les sources de financement possibles et capitaliser sur la confiance mutuelle. Cet esprit du changement s'incarne à travers des actions organisées autour de trois engagements clefs : l'humain, les territoires et la confiance.

19 actions pour...

AGIR POUR LES POTENTIELS HUMAINS, LE BIEN-ÊTRE ET LA QUALITÉ DE VIE

	Relance	Reconquête
La télémédecine accessible dans tous les territoires régionaux dès 2022 pour faire du Grand Est, la région de référence en matière de e-santé en milieu rural		●
100 créations d'entreprises et projets de R&D dans le domaine de la santé soutenus par la Région d'ici 2025		●
Proposer aux partenaires de la Grande Région la création d'un Observatoire transfrontalier de la santé	●	●
Dès la rentrée 2020, le déploiement d'un dispositif régional de soutien à l'entrée de 2 000 jeunes par an sur le marché du travail en prenant en charge, sur une période de six mois, du coût employeur, des coûts pédagogiques et du tutorat	●	●
Promouvoir le VIE (Volontariat International en Entreprise), l'objectif est de doubler leur nombre d'ici à 2025 – VIE à temps partagés – créer un statut transfrontalier du VIE	●	●
Mise en place, dès l'automne 2020, d'une Plateforme numérique mettant en relation les offres de contrats d'alternance et d'apprentissage avec les différents acteurs du territoire	●	●
Labellisation avant fin 2020 d'un Campus des Métiers et des Qualifications métiers en tension dans les domaines du médico-social et extension aux territoires transfrontaliers	●	●
Première région de la formation au numérique avant fin 2025 grâce à un maillage d'écoles de type 42 sur le territoire et des formations adaptées à tous publics		●
50 nouvelles formes de coopération, d'ici 2025, pour dynamiser les territoires et valoriser les acteurs et opérateurs de la création d'entreprise notamment de l'ESS		●
Lancer dès l'été 2020, le plan tourisme « Strong Together » associant tous les acteurs régionaux du tourisme	●	●
Mise en place dès le printemps 2021 d'une place de marché touristique intégrant des offres transfrontalières		●
La Conférence régionale du Sport organisée d'ici fin 2020 avec un atelier sur l'économie du sport	●	●
Le fonds régional des co-productions culturelles régionales mis en place dès fin 2020	●	●
Création, avant fin 2020, de réseaux des acteurs du tourisme autour des thématiques communes : parcs nationaux et régionaux, tourisme et hébergements durables et responsables	●	●
Mise en œuvre, dès l'été 2020, du programme Métamorphose de réorganisation du tourisme pour transformer la façon de travailler, resserrer la coopération publique/privée, construire une stratégie fondée sur l'expérience et le terrain des professionnels, donner une nouvelle dimension économique au tourisme en remplaçant le consommateur au centre et développer une transversalité entre les acteurs	●	●
La région Grand Est, région de référence nationale en matière de développement durable pour la culture dès 2021		●
Création du pôle de compétences des métiers d'art avant fin 2020	●	●
Structuration de la filière régionale de l'industrie culturelle et créative dès l'automne 2020	●	●
Création d'un fonds privé de type mécénat destiné à soutenir financièrement les productions audiovisuelles et cinéma du Grand Est qui embrassent des causes sociétales et/ou environnementales		●

12 actions pour...

MOBILISER UN CAPITAL DE CONFIANCE, UN CAPITAL DE CROISSANCE

	Relance	Reconquête
500 millions d'euros pour investir en fonds propres ou en quasi fonds propres dans les entreprises du Grand Est (capitaux confiance)	●	●
Installation en septembre 2020 du G100, dans la continuité du Business Act regroupant toutes les parties prenantes	●	●
Extension de la Cellule Covid-19 Etat-région mise en place lors de la crise sanitaire pour toute gestion de crise	●	●
Création de la première Plateforme numérique française de pilotage des données de santé	●	●
150 projets des secteurs du sport, de la culture et du tourisme bénéficiant d'un financement participatif des citoyens en cinq ans	●	●
Signature, avant fin 2020, d'une charte des acheteurs engageant toutes les collectivités du Grand Est	●	
Création, avant fin 2020, d'une Plateforme numérique d'agrégation des marchés publics	●	●
Mise en place, avant fin 2020, de la première Masterclass d'accompagnement des entreprises du territoire à répondre à des appels d'offres publics	●	●
100 solutions innovantes provenant des startups régionales proposées aux collectivités territoriales régionales en cinq ans	●	●
Lancement, avant fin 2020, d'un Observatoire régional de la commande publique	●	●
Création, avant fin 2020, d'une mission régionale d'Ambassadeur des grands comptes	●	●
A partir de 2021, création d'une plateforme universelle du foncier en Grand Est		●

7 actions pour...

S'APPUYER SUR LES COLLECTIVITÉS ENGAGÉES, LES TERRITOIRES EMBARQUÉS

	Relance	Reconquête
Expérimentation dès 2021 du transfert de la compétence achats des cantines scolaires en GE pour mettre en place le Très Haut Débit de l'Alimentation		●
50 millions d'euros d'investissement dans 150 opérations de rénovation et de construction sur le patrimoine de la Région	●	●
Lancement du pacte territorial Grand Est avec les territoires dès l'automne 2020	●	●
Création avant la fin 2020 des premières équipes mobiles territoriales d'ingénierie	●	●
Création de 10 CLES sur le territoire du Grand Est d'ici à 2022 (coopération locale et environnementale en synergie)		●
100 % des autorités organisatrices de la mobilité accompagnées dans l'intégration de la planification des modes doux (schémas cyclables, plans de déplacement vélo, tricycles...) et des problématiques de mobilité solidaire	●	●
Le projet Patient Centered Institut For Immune-mediated inflammatory diseases Care (PACIFIC) a pour objectif la création d'un institut dédié à la médecine personnalisée pour les patients atteints de maladie auto-immunes et inflammatoires. A partir de plateformes, le projet vise à déployer la technologie de pointe au service d'une médecine personnalisée dans le Grand Est sur Strasbourg au sein des HUS, en lien avec l'infrastructure de recherche nationale France Génomique.	●	●



© DR

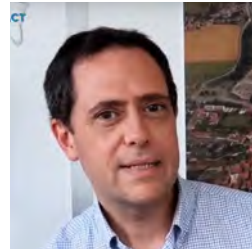
Les actions expliquées par ceux qui les ont imaginées

« Favoriser un dialogue plus fluide et plus régulier entre entreprises de toutes tailles, collectivités territoriales et services de l'Etat, faire émerger des synergies ainsi que des actions et des initiatives partagées à caractère très opérationnel » : voilà résumée la philosophie de concertation qui a guidé la réalisation du Business Act. De quoi donc non seulement déboucher sur un plan de relance complet et disons-le ambitieux mais aussi initier une nouvelle manière de fédérer les acteurs économiques du Grand Est. Ce qui n'est pas rien dans une région aux contours administratifs encore récents.

Pour souligner, et saluer, cette nouvelle manière de travailler, *Le Mensuel* donne ici la parole aux décideurs qui d'une certaine manière représentent tous les contributeurs du Business Act, c'est-à-dire **aux chefs d'entreprise qui ont présidé les 22 groupes de travail thématiques**. Pour qu'ils expliquent avec leurs mots les principales mesures et les ambitions qui ont guidé leurs travaux.



© DR



Photos : © DR

Marc BAUDEN, vice-président du Groupe PSA pour le pôle industriel Trémery-Metz

Relocalisation, stratégie d'achats et circuits d'approvisionnement

SA PROPOSITION DE RELANCE

“ Mettre en place un plan régional de relocalisation qui s'appuie sur un calcul de retour sur investissement en cas de relocalisation, qui utilise aussi une cartographie des fournisseurs, des prestataires disponibles sur le territoire. Et enfin, qui offre une expertise et un accompagnement aux entreprises prêtes à se lancer. »

PROPOSITION DE RECONQUÊTE

« Nous avons de nombreuses pépites industrielles mais pas vraiment de stratégie pour les développer. Notre proposition c'est de définir une stratégie industrielle nous permettant de savoir dans quel domaine nous pourrions être une Silicon Valley et d'identifier les secteurs à fort potentiel de relocalisation. »



Isabelle HEUMANN, présidente de l'ARIA
Cyril BESNARD, Directeur commercial Siebert

Agriculture, viticulture, alimentation (agro-ressources)

SA PROPOSITION DE RELANCE

“ Une plateforme de numérique qui permet d'identifier les producteurs et les industries alimentaires sur chaque territoire pour mettre à disposition un sourcing efficace en fonction des besoins. »

PROPOSITION DE RECONQUÊTE

« Une centrale d'achats de produits alimentaires du Grand Est qui permette de sourcer des producteurs, des industries alimentaires, de les mettre en rapport avec le territoire pour matcher l'offre et la demande. »

ILS ONT IMAGINÉ LES ACTIONS DU BUSINESS ACT



Marc BECKER,
président de Schaeffler France

Mobilités

SA PROPOSITION DE RELANCE

« Accroître la compétitivité des entreprises des filières de mobilité, la mobilité décarbonée et l'adaptation des usages actuels. »

PROPOSITION DE RECONQUÊTE

« Modernisation des chaînes de production Aero et Auto, soutien aux motorisations décarbonées comme l'hydrogène et l'électrique, et soutien aux véhicules autonomes. »



Caroline DREYER,
présidente de SATT Connectus

Coopération public/privé pour relever les défis de la recherche en Grand Est

SA PROPOSITION DE RELANCE

« Choisir des filières stratégiques sur lesquelles lancer des investissements avec des équipes qui travaillent en meute, qui mutualisent leur espace, leur équipement et qui ont une approche très orientée vers le *market pull* pour répondre à des besoins d'entreprises très concrets. »

PROPOSITION DE RECONQUÊTE

« Développer et maintenir une brigade volante avec des personnes qui ont la double culture industrielle et académique pour accompagner très vite des projets mutualisés entre les différentes structures et ne pas perdre un savoir-faire qui est vital sur ces interactions. »



Roland THEIS,
secrétaire d'Etat aux Affaires européennes du Land de Sarre

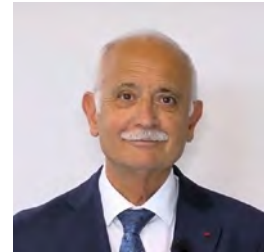
Nouveaux liens européens et transfrontaliers

SA PROPOSITION DE RELANCE

« L'importance d'orienter nos propositions concrètes à la réalité transfrontalière de nos concitoyens, dans la coopération sanitaire, dans la coopération universitaire, dans la coopération en matière de tourisme, dans le domaine de la recherche, pour accompagner la relance économique en créant l'industrie du futur sur notre territoire. »

PROPOSITION DE RECONQUÊTE

« Comme la coopération sanitaire en période de crise a vraiment sauvé des vies, nous voulons faciliter l'accès aux soins les plus proches dans les zones transfrontalières. Nous voulons élargir le champ d'application des conventions existantes. Nous voulons créer un observatoire sur les informations médicales dans les régions transfrontalières et mutualiser l'accès aux ressources pour l'aide d'urgence transfrontalière. »



Joseph PUZO,
président d'Axon Câble

Compétences et nouvelle lecture des talents

SA PROPOSITION DE RELANCE

« Pour relancer l'économie, il faut débloquer l'industrie. Nous proposons une innovation de rupture avec des Classes 4.0: avec 40 entreprises et 1 000 collègues, nous allons fabriquer des prototypes du Rover qui sera lancé sur Mars. »

PROPOSITION DE RECONQUÊTE

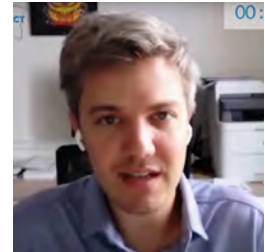
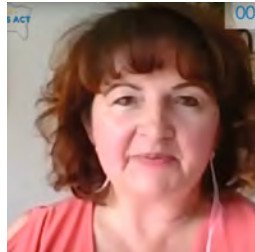
« Il faut améliorer la productivité dans les entreprises et augmenter l'espérance de vie en bonne santé des salariés : nous proposons une innovation de rupture *cardionum'civid*, en collaboration avec la médecine du travail, pour promouvoir l'activité physique en entreprise et dépister les principales pathologies des salariés. »

suite... →

LE GUIDE DES 80 ACTIONS



Photos : © DR



suite...

Ludmila GAUTIER,
directrice générale adjointe
d'ES Strasbourg

Biodiversité, impact environnemental et énergétique, opportunités de croissance et d'emploi

SA PROPOSITION DE RELANCE

« Généralisation des contrats de performance énergétique dans les appels d'offres des collectivités et les industriels. C'est un parfait exemple de la séquence "mesurer, décider, agir" que nous voulons développer pour maximiser la réduction des impacts environnementaux dans le Grand Est. »

PROPOSITION DE RECONQUÊTE

« Lancement d'une plateforme numérique "solution Grand Est pour la croissance verte". On y retrouvera le partage des bonnes pratiques des références et la mise en relation avec les offreurs de solutions académiques et techniques de la région. »

Emmanuelle BEYER,
directrice de Cap Entreprendre

Haute qualité humaine, savoir-faire spécifiques, ESS

SA PROPOSITION DE RELANCE

« Mobiliser les jeunes, les demandeurs d'emploi, et tous ceux qui vont malheureusement perdre leur emploi prochainement en les sensibilisant et en les accompagnant autour de projets entrepreneuriaux et par le développement de solutions leur permettant de rester actifs en mobilisant leurs compétences au service du territoire et des entreprises qui vont en avoir besoin. »

PROPOSITION DE RECONQUÊTE

« Déployer des pôles territoriaux de coopération qui sont de véritables écosystèmes locaux associant citoyens, acteurs économiques, et collectivités locales pour favoriser l'émergence et accompagner le développement de nouveaux projets, de nouvelles filières. En capitalisant notamment sur des initiatives citoyennes et les synergies qui se sont développées pour relever les défis engendrés par la crise du Covid-19. »

Thierry JEAN,
président de Preci3D

Industrie ma- nufacturière du futur : entreprise agile, nouveaux produits et nou- veaux débouchés

SA PROPOSITION DE RELANCE

« Elle passe par la performance industrielle et la préservation de nos ressources : ressources humaines et ressources financières et en particulier par la création d'un fonds d'investissement destiné principalement aux PMI. »

PROPOSITION DE RECONQUÊTE

« Création d'une filière des matériaux renouvelables. Les matériaux renouvelables ce sont à la fois les matériaux recyclables, et donc les filières de recyclage, et les matériaux biosourcés appuyés par les compétences du pôle Industries et Agro-ressources et du Pôle Matériaux qui sont nos deux pôles de compétitivité dans ce domaine dans la région. »

Maxime VALETTE,
président de Reims Business
Angels

Startup, technologies de rupture

SA PROPOSITION DE RELANCE

« Généraliser et accélérer les démarches du type Grand Testeur, Plus Forts Grand Est et également le recours à la commande publique et aux achats innovants. »

PROPOSITION DE RECONQUÊTE

« Créer une gestion des identités uniques qui simplifierait la vie des entreprises, type France Connect mais pour les startups et les entreprises innovantes, ou type dispositif "Dites-le nous une fois" ». »



© DR

ILS ONT IMAGINÉ LES ACTIONS DU BUSINESS ACT



Ulf NEHRBASS,
CEO Luxembourg Institute
of Health

Économie du numérique, intelligence artificielle

SA PROPOSITION DE RELANCE

« Améliorer la compréhension de l'intelligence artificielle, par exemple en organisant le recensement des formations de la région Grand Est. Identifier les besoins des petites entreprises pour leur permettre de mieux appréhender le numérique après la crise, via notamment la réalisation de webinaires. »

PROPOSITION DE RECONQUÊTE

« La création d'un data lake à l'échelle de la région. Lancement également d'un plan d'action pour accompagner la relocalisation de la production sur notre territoire. La mise en place d'une market place Made in Grand Est favorisant les click & collect de proximité. »



Cécile CANTRELLE,
présidente d'Alsapan

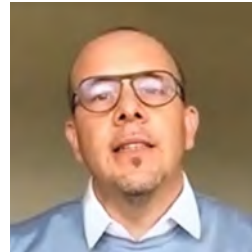
Sylviculture, bois et chasse

SA PROPOSITION DE RELANCE

« Favoriser l'émergence à court terme de nouveaux projets de construction et de rénovation mettant en œuvre le matériau bois issu de la région et transformé par des entreprises du territoire car la construction joue un rôle moteur dans l'économie de la filière forêt-bois. »

PROPOSITION DE RECONQUÊTE

« Renforcer la valorisation de bois locaux au sein du Grand Est en lançant un appel à projet qui aurait pour but d'accélérer ou de faire émerger des projets industriels utilisant de nouvelles technologies et répondant à de nouveaux usages. »



Alexandre MACHET,
président d'Hypermarché U

Commerces et circuits de distribution (hors alimentaire)

SA PROPOSITION DE RELANCE

« La création d'un guichet unique, au niveau du Grand Est, qui va permettre de rassurer et de communiquer avec l'ensemble des entreprises, commerçants non-alimentaires de la région. »

PROPOSITION DE RECONQUÊTE

« Actions autour du digital, par de la formation et de l'accompagnement des commerces sur notre territoire, et également par la création d'outils communs tels que des market place régionales. »



Matthieu DUSSOUILLEZ,
directeur général de l'Opéra
national de Lorraine

Culture, filières créatives et rayonnement

SA PROPOSITION DE RELANCE

« Besoin de faire travailler tous les acteurs de la culture du Grand Est, mais aussi à l'échelle transfrontalière, sur un projet numérique commun qui puisse offrir une visibilité renforcée de chacun et être soutenable d'un point de vue du modèle économique. »

PROPOSITION DE RECONQUÊTE

« Faire de notre région un chef de file en matière de développement durable pour la culture, au travers de la création d'une démarche nouvelle et ambitieuse, engageant toute notre filière. »

suite... →



VOUS ÊTRE **UTILE**

Utile au Grand Est, ensemble !

#RESTART by Caisse d'Épargne
Grand Est Europe

10 engagements

Pour bâtir à vos côtés une économie régionale plus forte,
plus innovante, plus verte et plus solidaire.

www.caisse-epargne.fr/entreprises - Coût de connexion selon votre opérateur internet.
CEGEE, Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code Monétaire et Financier,
Société Anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance au capital de 681.876.700€ - siège social à
STRASBOURG (67100), 1, avenue du Rhin - 775 618 622 RCS STRASBOURG - immatriculée à l'ORIAS sous le n°07 004 738.
Crédit photo : Gettyimages



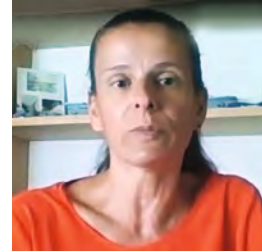
CAISSE D'ÉPARGNE
GRAND EST EUROPE

LE GUIDE DES 80 ACTIONS

ILS ONT IMAGINÉ LES ACTIONS DU BUSINESS ACT



Photos : © DR



suite...

→ **Pierre SINGER**,
directeur général du Parc
animalier de Sainte-Croix

Tourisme et attractivité

SA PROPOSITION DE RELANCE

« Capter le marché intérieur et de proximité pour relancer l'activité économique en s'appuyant sur un plan de communication, un plan de soutien financier, rassurer les clients et continuer à changer l'image du Grand Est. »

PROPOSITION DE RECONQUÊTE

« Encourager l'intelligence collective en s'appuyant sur la future plateforme collaborative et ainsi mener et gagner la bataille de la transformation numérique. Nous souhaitons provoquer un véritable Big Bang organisationnel au profit d'une nouvelle donne du tourisme qui remettra et mettra le touriste et les prestataires au centre de la stratégie et faire ainsi de la région Grand Est la destination référence en matière de tourisme durable. »

Agnès LEHAIR,
présidente de Metz Triathlon

Sport

SA PROPOSITION DE RELANCE

« Pour les clubs amateurs, création d'une plateforme de financement « soutiens ton club ». Pour les clubs professionnels, un recentrage sur des actions d'intérêt public, du sport santé, du sport pour tous, du sport nature. »

PROPOSITION DE RECONQUÊTE

« Mise en place de la Conférence régionale du sport qui rassemblera le monde sportif professionnel, amateur, les institutions et les entreprises. »

Etienne LEROI,
directeur général
de N. Schlumberger

Nouvelles chaînes de valeur et adaptation des filières

SA PROPOSITION DE RELANCE ET DE RECONQUÊTE

« Relance de la filière textile dans le Grand Est. Nous avons les matières premières naturelles : le chanvre, le lin, l'ortie. Nous avons des possibilités de recyclage en biomasse des déchets issus de cette filière. Les experts textile existent, les métiers existent depuis longtemps et sont actifs sur notre territoire. En faisant grandir tout ce cycle et en remplissant les deux chaînons manquants que sont la filature et la confection, on peut repartir à la conquête du monde et faire un véritable cluster européen de la fibre longue. »

Séverine SIGRIST,
CEO Defymed

Approches innovantes en santé

SA PROPOSITION DE RELANCE

« En nous appuyant sur la télémédecine et sur les forces régionales, nous souhaitons créer une task force dédiée à la télémédecine pour que les structures qui sont spécialisées dans le domaine puissent travailler ensemble et proposer rapidement des solutions pour les patients. »

PROPOSITION DE RECONQUÊTE

« Pérennisation du modèle économique de la télémédecine à long terme notamment sur les stratégies de remboursement de télémédecine de télé-suivi pour que les patients puissent être pris en charge à domicile. »

suite...

La Banque de France se mobilise pour accompagner les entreprises de toute taille et leur permettre de déployer leurs projets en réponse au choc économique de notre territoire

entreprises.banque-france.fr/coronavirus

**Un projet ? Besoin d'y voir clair ?
Nos correspondants TPE-PME à l'écoute
des entrepreneurs**

- Un numéro vert 0 800 08 32 08
(appel et service gratuits)
- Une adresse mail : TPMExx@banque-france.fr.
(xx = n° du département concerné)

**Des difficultés de financement ?
Osez la Médiation du crédit aux entreprises**

- Rendez-vous sur le site :
mediateur-credit.banque-france.fr
- Une adresse mail :
MEDIATION.CREDIT.xx@banque-france.fr
(xx = n° du département concerné)

Et n'hésitez pas à prendre contact avec votre succursale départementale pour échanger sur la cotation de votre entreprise.

UGAP L'ACHAT PUBLIC RESPONSABLE

L'UGAP est la seule centrale d'achat public "généraliste" en France qui se distingue par sa politique partenariale, son engagement en faveur des politiques publiques (innovation, PME, Développement Durable) et son fonctionnement "achat pour revente". En effet, celui-ci permet au client d'accéder immédiatement – et sans avoir à conclure un quelconque marché – à plus d' 1,4 million de références actives issues de plus de 3 400 marchés actifs.

Au travers du partenariat 360 Possible, l'UGAP poursuit la mise en œuvre de sa collaboration avec la Région pour détecter des solutions innovantes qui intéressent la sphère publique et ainsi faciliter l'accès de ces entreprises à la commande publique.

UGAP / Direction réseau territorial Nord Est
2 allée des Tilleuls - CS 40109
54183 Heillecourt Cedex Nancy



LA FORMATION-COACHING
POUR MIEUX PILOTER
VOTRE STRATÉGIE DE
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

POUR QUI ?

MODALITÉS ?

PROCHAINE
SESSION
GRAND EST

START-UP, TPE, PME ET ETI

COACHING INDIVIDUELS ET COLLECTIFS
(6 jours de formation sur 6 mois)

À PARTIR DU 8 DÉCEMBRE 2020

Inscriptions jusqu'au 17 novembre 2020



Luc SOLER

Président de Visible Patient
Entreprise participante Masterclass PI 2019

“La propriété intellectuelle représente un élément essentiel à intégrer dans chaque étape du développement de l'entreprise. Les prestations de l'INPI ont permis à chacun de prendre conscience des enjeux liés au bon management de la propriété intellectuelle.”

0 821 010 010

Service 0,10 € / min
+ prix appel



grandest-strasbourg@inpi.fr



Suivez INPI France

FORTINET®



Atheo

INGENIERIE | HUMAN INSIDE



NOUS ACCOMPAGNONS
LES ENTREPRISES DANS
**LA SÉCURISATION
DE LEURS DONNÉES.**

#IT #SÉCURITÉ #DISPONIBILITÉ #SECURE-SD-WAN #CLOUD

contact@attheo.net

10 rue Flora Tristan - 67200 Strasbourg | Tel.: 03 88 99 02 80

www.attheo.net

LE GUIDE DES 80 ACTIONS

ILS ONT IMAGINÉ LES ACTIONS DU BUSINESS ACT



Photos : © DR



suite... →

Georges LINGENHELD, vice-président du conseil de surveillance du Groupe Lingenheld

BTP et économie de la construction

SA PROPOSITION DE RELANCE



Lancer un plan de relance qui intègre les clauses

environnementales, sociales et génère de véritables retombées locales. Le Grand Est pourrait en être le pilote. Une relance en lien avec le plan climat, bien entendu, axé sur les travaux nécessaires sur l'entretien des ouvrages, sur la modernisation et la sécurisation des infrastructures, sans oublier la rénovation thermique. »

PROPOSITION DE RECONQUÊTE

« Cette crise ouvre des opportunités à de nouveaux modèles. En revanche, pas de relance sans compétitivité. Il faut faciliter, accélérer, simplifier les projets, libérer la créativité et l'énergie du terrain. »

Benoît MERCIER, président d'Ardennes Développement et de l'Agence de développement de la Marne

Nouvelles organisations du travail (télétravail, temps partagé...)

SA PROPOSITION DE RELANCE



Favoriser le télétravail dans des salles de coworking existantes qui sont équipées, à mi-distance du lieu de travail, et qui donnent un cadre de travail un peu plus classique. »

PROPOSITION DE RECONQUÊTE

« Permettre de reconquérir les territoires ruraux, et par là, de faire de la région Grand Est une région pilote en matière de développement du télétravail. »

Gilbert DORE, directeur régional Grand Est de La Poste

Synergie des territoires, organisation territoriale et nouveaux services publics

SA PROPOSITION DE RELANCE



Décliner le Business Act au travers des pactes territoriaux et des projets cœur de ville en faveur des actions autour de l'innovation et de l'ingénierie de projets. »

PROPOSITION DE RECONQUÊTE

« Développer la formation au numérique, aux outils et aux usages, en coordonnant les actions et les moyens au niveau de la région Grand Est, et en aidant à la mise en place de France Services, gage de nouveaux services publics numériques et humains. »

Christophe SUSSAT, président de Valtris Champlor

Bio économie, Bioénergies

SA PROPOSITION DE RELANCE



Définir un plan énergie qui accélère l'indépendance au carbone fossile et maximise les retombées régionales. Un plan qui marie, dans le temps, les options énergétiques, biocarburants, biogaz, hydrogène, aux multiples usages, dans les transports de passagers collectifs ou individuels, de marchandises, le chauffage et le stockage de l'électricité. »

PROPOSITION DE RECONQUÊTE

« Monter un fonds de capital investissement qui pourra réunir différents financeurs dont la Région, BPI France, les entreprises présentes en région et tout investisseur pour financer des projets de taille intermédiaire qui viendraient renforcer toute chaîne de valeur appartenant à la bioéconomie. »



CONNECTER LES ÉNERGIES D'AVENIR



Le projet MosaHYc – Moselle Sarre HYdrogène Conversion – retenu dans le Grand Est Business Act contribue au développement d'un écosystème hydrogène transfrontalier en adaptant les infrastructures gazières existantes pour acheminer 100 % d'hydrogène.

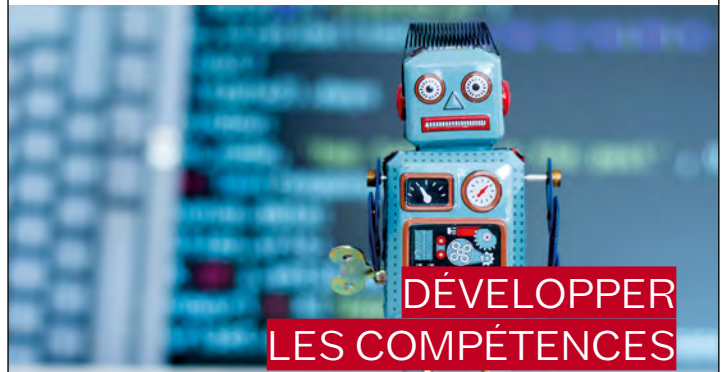
GRTgaz exploite en France plus de 32000 km de canalisations enterrées pour alimenter les distributions publiques, les grands sites industriels et les centrales de production d'électricité à gaz. Fort de son réseau discret, flexible et de plus en plus ouvert aux gaz renouvelables, GRTgaz propose des solutions énergétiques performantes pour l'industrie, la mobilité et les territoires, en préservant les paysages et la biodiversité.

grtgaz.com

© Adobe Stock, Sylvie Antonini, Wikipedia / Gerfriedeb

le cnam

LE DÉFI DU NUMÉRIQUE !



DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES CYBERSÉCURITÉ

Sensibiliser les entreprises
aux bonnes pratiques de la cybersécurité

Former les professionnels
du certificat professionnel (Bac+1)
au diplôme d'ingénieur (Bac+5)

**AIRBUS
CYBERSECURITY**

Avec la cyber range Airbus Cybersecurity,
plateforme avancée de simulation
des stratégies de cybersécurité

www.cnam-grandest.fr

SdV

DÉVELOPPEUR D'INNOVATION

Experts hébergement et
infogérance, au service des
entreprises et institutions.

#CLOUD #KUBERNETES #DEVOPS
#DEVELOPPEMENT



De la conception
à l'hébergement de vos
solutions numériques

SÉCURITÉ
SOVERAINETÉ
INNOVATION

03 88 75 80 50
contact@sdv.fr



www.sdv.fr

15 RUE DE LA NUÉE BLEUE
67000 STRASBOURG



Entreprises • Collectivités
Gestionnaires d'immeubles

**Vous recherchez
une solution de recharge
pour véhicules électriques ?**

Ecrivez-nous à
mobielec@es.fr



ES Energies Strasbourg S.A. - Capital de 6 427 800 € - Siège social : 37 rue du Marché Vert - 67033 Strasbourg cedex 03 - 501 193 171 R.C.

Ademe « Contribuer au fonds de soutien de décarbonation de 200 millions d'euros »

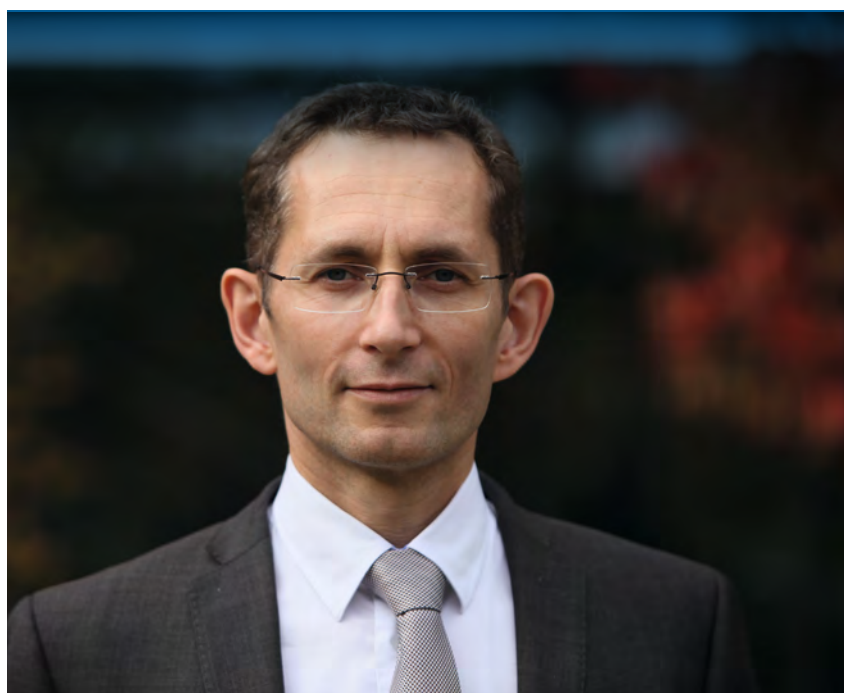
Le défi écologique figure parmi les trois priorités du Business Act. Ce qui n'est pas pour déplaire à l'Ademe (désormais baptisée Agence de la transition écologique) et à **Jérôme Betton**, son directeur régional Grand Est.

Quelles sont les principales actions de l'Ademe pour accompagner les acteurs économiques du Grand Est à rebondir ?

L'Ademe, en tant qu'agence de l'État pour la transition écologique, restera résolument engagée aux côtés de la Région Grand Est, notamment dans le cadre du programme Climaxion pour soutenir la transformation de l'économie. La convergence des objectifs du plan de relance national et du Business Act lui offre l'occasion de se mobiliser pour relever le défi de la transformation de l'industrie. Cette transformation nécessite de s'assurer que les activités soient en phase avec les enjeux climatiques. Avec environ 20 % des émissions carbone, des efforts doivent en particulier s'intensifier sur les industries "intensives en énergie". Pour atteindre les objectifs de neutralité carbone en 2050 prévue par le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (Sradett), l'industrie doit diminuer d'au moins 80 % ses émissions de CO₂ par rapport à 2015.

Comment atteindre cet objectif ambitieux ?

Parmi les leviers identifiés de la décarbonation de ce secteur, dans un premier temps l'efficacité énergétique, l'électrification ainsi que le passage aux énergies renouvelables apparaissent comme incontournables et nécessitent des investissements conséquents. L'Ademe contribuera au déploiement du fonds de soutien de décarbonation de 200 millions d'euros sur trois ans et opérationnel dès ce mois de septembre qui portera à la fois sur l'investissement et le fonctionnement des ins-



© DR

tallations pour compenser une part des écarts de coûts de fonctionnement entre la chaleur produite à partir de biomasse ou de combustible solide de récupération (CSR) et leur solution fossile alternative.

Quel est votre regard sur le Business Act Grand Est ?

Face à la crise sanitaire et économique, le Business Act a révélé la capacité des acteurs régionaux à se mobiliser pour, collectivement, partager le diagnostic les défis sociaux, économiques et environnementaux de la région et définir une stra-

tégie d'action pour les relever. Le constat est clair, les solutions existent, il s'agit maintenant d'intensifier leur déploiement notamment en orientant massivement les flux financiers vers des investissements vertueux.

Propos recueillis par
Stéphane Getto



La Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Colmar est l'Instance représentative de la profession de Commissariat aux Comptes des départements du Bas-Rhin et Haut-Rhin rattachés à la Cour d'Appel de Colmar.

Les Commissaires aux Comptes sont les créateurs de confiance et les garants de la sécurité et de la transparence financière.

A l'ère de la révolution digitale et de la nécessaire responsabilité sociétale de l'ensemble des acteurs économiques, ils assurent une mission d'intérêt général et contribuent à promouvoir la prospective et l'innovation sur le territoire de la Région Grand Est.

Expertises :

- stratégique
- juridique et judiciaire
- économique
- européenne & internationale



Les CPI vous accompagnent en matière de propriété intellectuelle et vous permettront de relever les défis tant, écologique, que numérique et industriel.

Annuaire de la profession sur www.cncpi.fr



VI ANEO

● LE PLUS COURT CHEMIN DE L'IDÉE AU BUSINESS

Plateforme digitale
Formation/Certification
Atelier/Conseil

#InnovationManagement
#TransformationDigitale
#Intrapreneuriat
#BusinessDesign
#DesignThinking
#LeanStartup

vianeo.com



id initiatives durables

Tous une bonne raison d'agir

Créé en 2004, Initiatives Durables est le réseau de référence dans le Grand Est engagé pour une responsabilité économique, sociétale et environnementale.

- plus de 200 entreprises engagées ou accompagnées sur le territoire Grand Est
 - 10 territoires accompagnés
 - plus de 130 adhérents
- > Chiffres 2019

Initiatives Durables s'engage aux côtés de la Région Grand Est pour stimuler et accompagner les entreprises et les territoires pour une économie plus responsable.



www.initiativesdurables.com

Banque des Territoires « Un participation décisive au plan de relance »

Pièce maîtresse du dispositif de l'État en matière de soutien à l'économie, la Banque des Territoires joue un rôle central dans la stratégie de rebond régional. **Patrick François**, son directeur Grand Est, passe en revue les différents leviers actionnés.

Quelles sont les principales mesures de la Banque des territoires pour aider les acteurs économiques du Grand Est à rebondir ?

Tout d'abord, je rappelle qu'avant les mesures que nous allons mettre en œuvre, nous avons massivement pesé sur le financement de l'économie régionale pendant les premiers mois de l'année en ouvrant la "machine à financement" des collectivités locales, en faisant tout pour faciliter la trésorerie des EPL (entreprises publiques locales), des organismes de logements sociaux, des professions juridiques mais également et surtout des entreprises du Grand Est, petites et grandes. Nous avons l'honneur avec Jean Rottner d'avoir bâti en trois jours le premier fonds Résistance de France doté de 45 millions d'euros. Et pour l'avenir, qui commence aujourd'hui, nous contribuons de manière décisive au grand plan de relance voulu par l'Etat. Nous allons, avec notre filiale Bpifrance, engager une action massive en faveur des projets touristiques dans le Grand Est. Le secteur santé et médico-social sera au cœur de notre action au côté des collectivités. Par ailleurs, l'action que nous avons engagée pendant plusieurs années dans les centres villes sera renforcée au moyen de création de Foncières commerces



locales. Nous allons accompagner de manière très volontaire les relocalisations industrielles. Et, bien sûr, l'effort sans précédent engagé sur la couverture très haut débit du Grand Est va être amplifié. Avec notre filiale CDC Habitat, c'est un soutien massif sur le secteur de l'habitat dans le Grand Est que nous allons entreprendre via plusieurs milliers de constructions de logements en VEFA. Et pour finir, la transition énergétique et écologique: nous en

serons les acteurs de premier rang: la Banque des Territoires doit être dans le Grand Est la Banque du climat.

Quel est votre regard sur le Business Act de la Région Grand Est ?

La crise a confirmé le rôle incontournable de la Région comme accélérateur, au bon niveau, de la dynamique de nos territoires. Avec cette formidable mobilisation voulue par le président Rottner, de toutes les forces économiques du Grand Est, la Région a bâti, en étroite symbiose avec les représentants de l'État, un projet unique en France: le Business Act qui est le reflet exact des attentes de nos territoires et de nos entreprises. Il va mobiliser et orienter la majeure partie des financements régionaux pour les mois et les années à venir. C'est, selon moi, un outil partenarial extrêmement puissant, qui va permettre d'articuler tous

les moyens disponibles au service de la relance. C'est une chance pour nous tous que le "fait régional" sorte ainsi renforcé de cette crise sans précédent.

**Propos recueillis par
Stéphane Getto**

Bpifrance

« Aider les entreprises à repartir à l'offensive »

Au plus fort de la crise, les équipes de Bpifrance se sont mobilisées d'arrache-pied pour accompagner les chefs d'entreprises frappés par l'arrêt brutal de l'économie. Aujourd'hui, l'enjeu consiste à les soutenir pour repartir de l'avant. Explications de Bernard Nicaise, directeur réseau Est de Bpifrance.

Bpifrance est intervenu auprès des entreprises en plein confinement. Quelles sont vos priorités aujourd'hui ?

Il nous faut encore garder une attention très forte vis-à-vis de la trésorerie des acteurs de l'économie. Certes ils ont pu obtenir des PGE ou un prêt rebond par exemple, mais il faut rester très attentif à leurs besoins, pour les accompagner jusqu'au moment où elles reviendront à l'étiage normal de leur activité. Il faut continuer notre pont aérien de cash même si les besoins sont moindres. Les entreprises peuvent rebondir à condition d'avoir une bonne trésorerie.

Quel message faites-vous passer aux chefs d'entreprises ?

Nous devons tous les inciter et les aider à ne plus être exclusivement centrés sur leur solvabilité. Il faut qu'ils puissent mener des projets d'investissements et de conquêtes, repartir à l'offensive. Nous voulons stimuler, faire en sorte que les entreprises repartent de l'avant, exportent, innover, introduisent de la connaissance dans leurs projets, etc. Pour cela, Bpifrance va contribuer aussi à détecter les projets, à les accompagner, individuellement aussi, via notamment nos missions d'accompagnement et nos promotions d'accélérateurs de dirigeants.

Les accompagner aussi bien sûr en matière de financement...

Evidemment. Nous mettons à disposition un large panel de solutions adaptées à chacun, pour leur permettre d'envisager de nouveaux projets afin de sortir de cette



© DR

période difficile. Des prêts à long terme, de minimum sept ans, sans garantie, avec des différés d'amortissement peuvent être proposés, tout comme des solutions qui permettent d'augmenter plus rapidement les fonds propres pour retrouver de la capacité d'endettement, directement via Bpifrance et surtout indirectement via des fonds de fonds par exemple. Troisième axe de financement, intermédiaire, ce sont les gammes d'emprunts obligataires, convertibles, qui, permettent sur cinq ans par exemple de donner le temps de se remettre à niveau financièrement.

Votre regard sur le Business act Grand Est ?

C'est génial ce qui a été fait. Le Grand Est doit être, je pense, le premier à avoir fait cela, en tout cas à cette vitesse. C'est comme cela qu'il faut travailler. Sortir cet état des lieux, stabiliser les idées, donner un cadre partagé entre l'ensemble des acteurs, c'est extrêmement bénéfique. Tout ce qui donne de la vision à moyen terme et fixe les idées est très bon à prendre.

Propos recueillis par Stéphane Getto

L'ADEME, en tant qu'agence de l'État pour la transition écologique, est résolument engagée contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

L'ADEME, en partenariat étroit avec la Région Grand Est, notamment dans le cadre du programme Climaxion, mobilise les acteurs économiques et les territoires pour progresser vers une société économe en ressources et en carbone.

Cheville ouvrière de Collectif-grandest.org, réseau régional de l'économie circulaire et de partenariats resserrés avec la Région, la CCIR, la CRMA et la CRAGE, l'ADEME conseille, facilite et soutient de nombreux projets du stade de la Recherche & Développement ou Innovation (RDI) jusqu'au partage des solutions qui ont fait leur preuve dans les domaines de l'énergie et de l'économie circulaire.

Sa connaissance des enjeux et des territoires et son expertise font d'elle un acteur de proximité reconnu pour ses capacités à fédérer, à déclencher le passage à l'acte en faveur du développement durable et à accompagner l'émergence de nouvelles solutions.

En tant que partie prenante du Grand Est Business Act et acteur du financement du plan de relance national, l'ADEME s'appuie sur son capital de confiance pour amplifier et accélérer le développement des énergies renouvelables, l'amélioration des gains d'efficacité dans l'utilisation des ressources et la transformation de l'industrie, en sélectionnant les innovations numériques porteuses de performances opérationnelles et environnementales. Pour faciliter l'accès des entreprises et des industries aux financements des projets, elle s'associe à de nouveaux partenaires et dispose de moyens financiers supplémentaires.

Par exemple, le ministère de la Transition écologique et solidaire, l'ADEME et BPI France lancent un plan national d'accompagnement des TPE et PME vers la transition écologique.

Ce plan prévoit notamment la réalisation du diagnostic EcoFlux par un bureau d'étude expert au sein des TPE et PME de l'industrie, de l'hôtellerie-restauration et de l'hébergement, de la distribution, et de l'artisanat, afin d'identifier et mettre en œuvre les actions pour optimiser la gestion de leurs flux (énergie, eau, matières et déchets), de manière à réaliser des économies. Ce plan prévoit également un prêt vert ADEME-BPI France pour financer les investissements préconisés par ce type de diagnostic.

De même, le ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance confie à l'ADEME le lancement d'un appel à projets pour accorder des aides à l'investissement et à l'exploitation dans le cadre d'un fonds de décarbonation de l'industrie.

Il s'agit d'apporter un soutien à la transformation des industries « intensives en énergie » en vue d'atteindre la neutralité carbone en 2050 prévue par le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET).

Avec environ 20 % des émissions de CO₂ nationales, l'industrie doit diminuer de 81 % ses émissions de CO₂ d'ici à 2050 par rapport à 2015. Parmi les leviers identifiés de la décarbonation de ce secteur, l'efficacité énergétique, l'électrification ainsi que le passage aux énergies renouvelables apparaissent comme incontournables et nécessitent des investissements conséquents.



En devenant Grand E-Nov+ en 2020,
l'Agence d'Attractivité de l'Alsace et Grand E-nov unissent leurs forces
pour aller + loin dans l'accompagnement des entreprises et des territoires du Grand Est

GRAND
E·NOV+

AGENCE D'INNOVATION &
DE PROSPECTION INTERNATIONALE

Avec ses 70 collaborateurs, l'agence Grand E-Nov+ :

- × Accompagne les entreprises et les territoires dans la mise en œuvre de projets d'innovation
- Aide les entreprises à répondre à des marchés publics locaux, nationaux et internationaux
 - + Agit pour attirer des investissements internationaux

Cofondée par la Région Grand Est et la CCI Grand Est et accompagnée d'un réseau de partenaires,
l'agence contribue au développement du territoire.

03 89 36 67 50
contact@grandenov.plus
www.grandenov.plus

REIMS-BEZANNES • TROYES • METZ • NANCY • COLMAR • MULHOUSE • STRASBOURG



SOUTENUE PAR

